

BANQUE INTERAMÉRICAINNE DE DÉVELOPPEMENT

Rapport annuel



Bilan de l'année

2023



RÉSUMÉ FINANCIER 2019–2023

Capital ordinaire

(Montants exprimés en millions de dollars des États-Unis)

	2023	2022	2021	2020	2019
Principaux éléments opérationnels					
Actifs liés au développement approuvés	12 515	14 650	14 535	14 268	13 094
Prêts et garanties ^a	12 515	14 471	14 186	13 948	12 961
Titres de placement	—	179	349	320	133
Fraction non décaissée des actifs liés au développement bruts	30 369	31 296	30 018	30 592	32 222
Décaissements bruts des actifs liés au développement	11 087	11 978	12 512	14 846	10 707
Remboursement des actifs liés au développement	8 196	6 973	7 350	6 915	7 186
Données du bilan					
Espèces et titres de placement nets, après swaps	32 421	32 507	38 653	35 780	34 102
Encours des prêts	116 239	112 761	108 943	104 761	96 723
Total des actifs	152 019	148 026	151 752	147 533	136 358
Encours des emprunts, après swaps	113 358	112 084	114 410	106 242	97 141
Fonds propres	38 846	37 873	35 086	33 677	33 871
Données du compte de résultats					
Revenu des prêts, après swaps	6 503	3 530	2 184	2 440	3 406
Revenu des placements	1 887	582	105	396	1 012
Frais liés aux emprunts, après swaps	6 041	2 379	624	1 265	2 522
Revenu d'exploitation ^b	1 207	317	812	453	962
Ratio					
Ratio de la dette (3) au total des fonds propres ^d	3,0	3,1	3,3	3,1	2,9

Fonds des opérations spéciales

(En millions de dollars des États-Unis)

	2023 ^e	2022 ^e	2021 ^e	2020 ^e	2019 ^e
Principaux éléments opérationnels					
Prêts approuvés	—	—	—	—	—
Décaissements de prêts	—	—	—	—	—
Remboursements de prêts	—	—	—	—	—
Données du bilan					
Espèces et titres de placement	—	—	—	—	—
Encours des prêts, nets	—	—	—	—	—
Fraction non décaissée des prêts approuvés	—	—	—	—	—
Total des actifs	—	—	—	—	—
Solde du fonds	—	—	—	—	—
Données du compte de résultats					
Revenu des prêts	—	—	—	—	—
Revenu de la coopération technique	—	—	—	—	—
Transferts de la réserve générale	—	—	—	—	—
Revenu net	—	—	—	—	—

^a N'inclut pas les garanties émises dans le cadre du Programme de facilitation des transactions de financement commercial et les participations à des prêts sans garantie souveraine, l'exposition et les contrats d'échange.

^b Depuis le 1^{er} janvier 2018, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable au titre de la mise à jour des normes comptables (Accounting Standards Update, ASU) qui exigeait la présentation séparée des autres éléments du coût net des régimes de pension et du coût de service, et hors du revenu d'exploitation. Les montants associés des années précédentes ont été ajustés afin d'être conformes à la présentation de 2018.

^c Emprunts (après swaps) et exposition aux garanties.

^d Le « Total des fonds propres » est défini comme la fraction libérée du capital et le capital d'apport additionnel, net des souscriptions à recevoir, moins les effets à recevoir des membres, plus les bénéfices non distribués moins les soldes liquides en devise nationale des pays emprunteurs et le montant cumulé des autres éléments du résultat global (mesure hors GAAP).

^e Au 1^{er} janvier 2017, tous les actifs et passifs du FOS ont été transférés vers l'ORC. Le FOS demeure un compte distinct, mais sans actifs ni opérations.

Lettre d'accompagnement

Conformément aux exigences du règlement administratif de la Banque interaméricaine de Développement, le Conseil d'administration remet par les présentes à l'Assemblée des Gouverneurs le Rapport annuel de la Banque pour l'année 2023.

Ce Rapport annuel consiste en un volume intitulé « Bilan de l'année », qui présente un compte rendu des opérations réalisées par la Banque (prêts, garanties et dons). Un deuxième volume, en anglais et espagnol, contient également l'ensemble complet des états financiers des ressources de la Banque.

22 février 2024



UN PARTENAIRE POUR
l'Amérique latine
et les Caraïbes

Le Groupe BID est constitué de la Banque interaméricaine de Développement (BID), de BID Invest (le nom commercial de la Société interaméricaine d'investissement, SII) et du BID Lab (le nom commercial du Fonds multilatéral d'investissement, MIF, un fonds administré par la BID).

Fondée en 1959, la BID, qui est la plus grande et la plus ancienne banque multilatérale de développement régional, constitue la principale source de financement multilatéral pour le développement économique, social et institutionnel de l'Amérique latine et des Caraïbes.

BID Invest a pour mission de promouvoir le développement économique de l'Amérique latine et des Caraïbes par le biais du secteur privé. Elle soutient les entreprises publiques et privées grâce au financement sous forme de prêts, de participation au capital et de garanties. Elle s'associe également à ses clients pour fournir des services de conseil et de formation.

Le BID Lab est le laboratoire d'innovation du Groupe BID. Il réalise des expérimentations à haut risque visant à tester de nouveaux modèles, dans le but d'inciter le secteur privé à résoudre les problèmes de développement économique en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La BID tire ses propres ressources financières de ses 48 pays membres, des emprunts réalisés sur les marchés financiers et des fonds fiduciaires administrés par la BID, ainsi que par le biais d'opérations de cofinancement. La BID bénéficie de la cote de crédit maximale AAA.

Son siège se trouve à Washington, D.C. et elle possède des agences dans 26 de ses pays membres en Amérique latine et aux Caraïbes, ainsi qu'à Madrid et à Tokyo.

PAYS MEMBRES DE LA BID

Allemagne, Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Belgique, Belize, Bolivie, Brésil, Canada, Chili, Chine, Colombie, République de Corée, Costa Rica, Croatie, Danemark, Équateur, États-Unis, Salvador, Espagne, Finlande, France, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Mexique, Nicaragua, Norvège, Panamá, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Portugal, République dominicaine, Royaume-Uni, Slovaquie, Suriname, Suède, Suisse, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Table des matières

1 Message du Président

5 Conseil d'administration

7 1. Récapitulatif des opérations

19 2. Faits saillants par secteur

36 Annexes

Les états financiers de la Banque indépendamment audités, avec les commentaires et analyses de la direction : Capital ordinaire, se trouvent sur www.iadb.org/en/idb-finance/financial-statements



ARGENTINE

Avec le soutien de la BID, la province de Jujuy renforce ses capacités techniques, environnementales et sociales pour la gestion des ressources de lithium et l'adoption de pratiques de dialogue multipartite.

Message du Président

Lorsque j'ai rejoint la BID il y a plus d'un an, j'étais déterminé à faire une différence – et quelle différence en un an ! Si je suis convaincu que nous avons connu maintes réussites, je vois également tout le travail qui reste à accomplir.

L'Amérique latine et les Caraïbes se trouvent potentiellement à un carrefour. Pendant des décennies, on envisageait la région en fonction de ses besoins : financement, réduction de la dette. Mais de nos jours, le monde a besoin de notre région.

Par exemple, la forêt amazonienne représente un quart du CO₂ absorbé par la terre, une ressource incontournable pour l'atténuation du changement climatique dans le monde. La région dispose de minerais indispensables pour la transition verte comme le lithium et le cuivre, en outre, elle produit suffisamment de denrées alimentaires pour contribuer à la lutte contre l'insécurité alimentaire dans le monde.

Toutefois, elle est également confrontée à ce que j'appelle un « triple défi » : de plus en plus, les citoyens demandent une amélioration des services et une réduction des inégalités, tandis que les pouvoirs publics, limités par des contraintes financières, ont de plus en plus de mal à répondre à ces exigences et que le faible niveau d'investissement et de productivité continue à brider la production de ressources supplémentaires.

Nous entendons agir face à ce triple défi en nous concentrant sur trois priorités stratégiques, ancrées dans la Stratégie institutionnelle que nous avons proposée :

- i. *Réduire la pauvreté et les inégalités* en investissant dans le capital humain, ce qui comprend l'éducation, la santé et des initiatives pour la petite enfance. Il faut notamment améliorer la protection sociale, favoriser la sécurité alimentaire, promouvoir l'égalité des genres, assurer l'inclusion des populations dans toute leur diversité et répondre aux inquiétudes relatives à la sécurité des citoyens.
- ii. *Lutter contre le changement climatique* en visant la fin de la déforestation en Amazonie, la réduction des émissions, la préservation de la nature et de la biodiversité et le renforcement de la résilience et des capacités d'adaptation au changement climatique des pays, y compris par le biais de la gestion des risques de catastrophe.
- iii. *Renforcer une croissance durable* en augmentant le PIB réel par habitant grâce à des infrastructures inclusives, à une innovation menée par le secteur privé et à des



initiatives d'intégration régionale. Outre ces priorités, nous avons identifié plusieurs axes de travail transversaux : le climat ; l'égalité des genres et l'inclusion ; et les capacités institutionnelles, la sécurité des citoyens et l'état de droit.

Pour mettre en œuvre cette nouvelle vision, nous avons avant tout besoin d'une nouvelle méthode de travail qui privilégie l'efficacité en matière de développement. Cette transformation ne se fera pas du jour au lendemain. Toutefois, nous avons enregistré des progrès considérables en 2023, ma première année en tant que président.

Il existe plusieurs manières de les mesurer. D'abord, les chiffres sont un indicateur important de l'échelle et de la variété de notre travail opérationnel. Le Groupe BID (la BID, BID Invest et BID Lab) a clôturé l'année avec près de 23,6 milliards de dollars de soutien à la région sous forme de financement, y compris des mobilisations, ce qui consolide sa position en tant que partenaire de choix. Ce chiffre comprend 12,7 milliards de dollars de prêts à garantie souveraine, 447 millions de dollars de cofinancements et 361 millions de dollars de ressources de coopération technique et de bourses d'investissements de la BID. Je vous encourage également à prendre connaissance du Rapport annuel de BID Invest et de mon Rapport du président 2023.

Néanmoins, comme je continue de le rappeler, nous mesurons notre réussite non en fonction du montant de nos prêts ou du nombre de projets que nous approuvons, mais plutôt à l'aune de leurs retombées concrètes, mesurables, à grande échelle sur les pays, les vies et, par extension, le monde.

La Stratégie institutionnelle et les réformes proposées pour l'accompagner recherchent des effets à grande échelle. Or, des résultats à grande échelle sans impact concret seraient improductifs et un impact à petite échelle serait insuffisant face aux défis de notre époque. Par conséquent, notre seule option est de produire de l'impact à grande échelle.

Cette ambition a joué un rôle croissant dans notre œuvre au cours de l'année 2023. Nous avons de nouveau attiré l'attention sur la qualité de la préparation des projets, avec un accent sur l'impact et le suivi des résultats.

Par ailleurs, parce que l'intégration fait partie de l'ADN de la BID, nous avons mis en avant plusieurs

initiatives régionales de premier plan. Ainsi, en juin dernier, avec le soutien des pays de l'Amazonie, nous avons lancé notre programme global Amazonia Forever, qui a déjà enregistré des avancées non négligeables. Nous avons également achevé un autre programme régional fondamental, One Caribbean, dont le but est de favoriser le développement durable et la gestion des risques de catastrophe dans les pays caribéens. Nous avons annoncé notre soutien à un programme d'intégration régionale en Amérique du Sud qui améliorera et élargira les itinéraires entre le Brésil et ses pays voisins. Enfin, en 2023, nous avons débattu en interne puis dévoilé un programme pour l'Amérique centrale, où les effets du triple défi se ressentent encore plus.

Nous avons redoublé d'ambition climatique. À compter du 1er janvier 2023, toutes nos opérations sont alignées sur l'Accord de Paris et le resteront. Nos financements liés au climat ont augmenté de deux points, pour atteindre 45 % du total de nos opérations. L'une de nos annonces les plus importantes de l'année est intervenue à la COP28 : le Groupe BID prévoit de tripler ses financements climatiques directs et mobilisés pour atteindre 150 milliards de dollars sur la prochaine décennie. Nous avons également créé le Bureau du Conseiller spécial sur le changement climatique, une unité autonome qui dépend directement de moi.

Par ailleurs, nous avons davantage attiré l'attention sur les questions de genre, de diversité et d'inclusion. Désormais, 95 % du total de nos opérations représentent des financements liés au genre, contre 86 % en 2022. Pour ceux liés à la diversité, nous sommes passés de 53 % à 77 %. Nous avons lancé le Cadre diversité, équité, inclusion et appartenance 2023-2028, assorti de cibles spécifiques. Nous avons également créé le Bureau du Conseiller spécial sur le genre et la diversité.

En termes d'échelle, la BID est en avance sur ses pairs concernant l'innovation financière au service des capacités de leadership. Grâce aux mesures d'optimisation du bilan prises depuis 2015, la BID figure parmi les chefs de file de la mise en œuvre des recommandations du G20 sur l'adéquation des fonds propres. Par exemple, nos accords d'échange d'exposition, un outil précieux pour la gestion des risques associés à l'exposition, propose actuellement

une couverture équivalant à 7,4 milliards de dollars. La BID travaille activement à l'élargissement de la portée de ces accords et à l'identification de nouveaux partenaires. En conjonction avec nos autres mesures, nous avons déjà une feuille de route qui nous permettra d'augmenter l'enveloppe de prêts de la BID de 50 milliards de dollars au cours des 10 prochaines années. Si l'on regarde le Groupe BID dans son intégralité, en comptant la mobilisation et le soutien complémentaire de nos actionnaires, nous sommes bien positionnés pour accroître notre capacité de prêt de 112 milliards de dollars.

Tant en termes d'échelle que d'impact, nous sommes à la pointe de l'emploi d'instruments financiers novateurs comme la conversion dette/nature qui a permis à l'Équateur de produire, selon les estimations, 450 millions de dollars pour la conservation des Galapagos. Un autre exemple récent est l'approbation de BID CLIMA, un outil novateur qui propose des décotes sur les prêts aux pays qui atteignent des objectifs vérifiés en matière de nature et de climat. Ou encore, nos clauses de dette résiliente face au changement climatique (CRDC), qui permettent aux pays membres emprunteurs de reporter leurs paiements en cas de catastrophe naturelle éligible. Ce type d'instruments est de plus en plus demandé, et je me félicite de voir que de nombreux autres outils de financement novateurs, de la CRDC 2.0 aux obligations Amazonie, sont en cours d'élaboration.

Sur la scène internationale, nous avons joué un rôle actif en donnant le la lors de manifestations majeures, des réunions annuelles du Forum économique mondial à la COP28, ce qui nous a permis de nouer de nouveaux partenariats et d'approfondir ceux qui étaient déjà en place. Parmi nos partenariats de premier plan avec d'autres banques multilatérales de développement (BDM) et institutions financières internationales, nous avons annoncé une nouvelle collaboration avec le FMI qui mettra l'accent sur les réformes et les financements privés liés au climat. Par ailleurs, un partenariat novateur de quatre ans avec la Banque mondiale renforce notre collaboration pour maximiser les retombées de nos activités de développement.


Le positionnement de la BID et de la région dans le monde a facilité notre programme de

réforme des BDM en 2024 : cette année, notre institution sera à la tête du groupe des chefs des BDM et des banques régionales de développement. Cela coïncide avec la présidence brésilienne du G20 et l'organisation de la COP30 dans le pays l'année prochaine, une occasion unique d'induire des réformes indispensables dans la région et dans le monde.

Enfin, nous avons répondu à l'appel de nos équipes, qui demandent un environnement de travail où tout le monde se sent soutenu et traité de manière équitable. Nous mettons en avant une culture de méritocratie en augmentant, entre autres mesures, le nombre de procédures de recrutement ouvertes à la concurrence pour les postes à responsabilité. Nous avons solidifié nos pratiques de recrutement et nous améliorons nos procédures d'évaluation de la performance pour favoriser une culture centrée sur l'impact.

L'année 2023 a été pleine d'action. Il s'agissait de placer le Groupe BID sur une trajectoire solide, dans un esprit de réforme. Nous avons beaucoup de travail devant nous. La prochaine étape importante sera la réunion annuelle de 2024. Notre activité au cours des prochaines années sera en grande partie définie par les décisions que nos gouverneurs prendront à cette occasion. Si la nouvelle Stratégie institutionnelle est adoptée, nous entamerons la conception et la mise en œuvre détaillée d'un ensemble exhaustif de réformes. Si nos gouverneurs approuvent les plans pour BID Invest 2.0 et sa dotation en fonds propres, de même que la proposition de reconstitution de BID Lab, nous devons nous préparer à gérer un Groupe BID plus grand, mais surtout, nettement mieux équipé.

En nous armant de patience et de persévérance, je suis convaincu que nous pouvons atteindre nos objectifs et répondre aux besoins de l'Amérique latine et des Caraïbes et de leur population. Je me réjouis de travailler à l'atteinte de ces objectifs et je m'engage à agir avec ambition, en partenariat avec vous.



Ilan Goldfajn

President

Banque interaméricaine de Développement



ÉQUATEUR

Un programme de la BID favorise l'intégration et la coopération régionale entre les pays de l'Amazonie ainsi que le bien-être des peuples autochtones dans les régions frontalières.

Conseil d'administration

Les actionnaires de la BID, c'est-à-dire ses 48 pays membres, sont représentés par l'Assemblée des Gouverneurs, la plus haute instance décisionnelle de la Banque. Les Gouverneurs délèguent une grande partie de leurs pouvoirs au Conseil d'administration, dont ils élisent ou nomment pour un mandat de trois ans les 14 membres. Les administrateurs pour les États Unis et le Canada représentent leur propre pays ; tous les autres représentent des groupes de pays. Le Conseil d'administration compte également 14 suppléants, ayant pleins pouvoirs en l'absence des administrateurs. Le Conseil d'administration est responsable de la supervision quotidienne des opérations de la Banque. Il établit les politiques de la Banque, approuve les projets, fixe les taux d'intérêt des prêts consentis, autorise les emprunts sur le marché des capitaux et entérine le budget d'administration de l'institution. L'action du Conseil d'administration est guidée par les Règlements du Conseil d'administration et le Code de déontologie applicable aux administrateurs. Les ordres du jour et comptes rendus des réunions du Conseil d'administration et de ses comités permanents constituent des documents publics.



Absents: ADM Alberto Nadal (Espagne), ADM Robert Le Hunte (Trinité-et-Tobago), ADM Takashi Hanajiri (Japon), ADM Alt Andrew Clark (Royame-Uni).

Au 3e rang : ADM Paulo Correa, Brésil.
SUPP Frank Fass-Metz, Allemagne,
SUPP Jorge Emilio Gallardo, Équateur ;
ADM Adolfo Di Carluccio, Italie ;
SUPP Carlos Alberto Vallarino, Panama.

Au 2e rang : ADM Marcelo Barg, Argentine ;
SUPP Martin Hessel, Suède ;
ADM Carlos Eduardo Alvarez, Chili ;
ADM Eddy Carpio Sam, Guatemala ;
ADM Mario Alejandro Gaytan, Mexique ;
ADM Mario Alberto Guillen, Bolivie ;
SUPP David Hewitt, Canada ; ADM
Gustavo Tarre Briceno, Venezuela ;
ADM Roy Alejandro Barreras, Colombie
et SUPP Viviana Garay, Paraguay.

Au 1er rang : SUPP Karen Cis, Honduras
(au-dessus d'elle, Canada)
ADM Caroline Leclerc, Canada ;
SUPP Michel Canta, Pérou ;
SUPP Maria Fabiana Jorge, États-Unis ;
SUPP Anita Fiori de Abreu, Brésil ;
SUPP Navita Anganu, Guyana et
SUPP Ernesto A. Selman,
République dominicaine.



BOLIVIE

Un programme de la BID œuvre à la réduction de la vulnérabilité du pays face au climat en améliorant les mesures de gestion des risques de catastrophe et de résilience.

1

Récapitulatif des opérations

Des initiatives visant à cibler et à renforcer la préparation des projets ont contribué aux opérations récapitulées dans cette section. C'est le début d'un processus de réforme à long terme vers une nouvelle approche en matière de programmation qui vise une efficacité maximale dans le domaine du développement.

En 2023, le président de la BID a examiné la présentation de la plupart des projets avant leur examen par le Conseil d'administration. Dans le cadre d'un suivi amélioré des projets en attente, la direction a réduit l'accumulation de projets à adopter en fin d'année à son niveau le plus bas des dix dernières années, si on exclut la pandémie.

Pour la première fois, la Vice-présidence de la BID chargée des pays a dirigé un effort collaboratif avec celles chargées des secteurs et des connaissances pour identifier ensemble les meilleurs projets pour 2024, à aborder avec les pays membres emprunteurs.

Approbatons de prêts

En 2023, la Banque interaméricaine de développement (BID) a adopté 92 projets de prêts à garantie souveraine, pour un financement total de 12,7 milliards de dollars. Le programme d'approbation comprenait 74 projets d'investissement pour un total de 7,8 milliards et 18 prêts d'appui aux réformes politiques (PBL) pour 4,9 milliards.

Parmi les projets d'investissements, on comptait 21 opérations, totalisant près de 2,8 milliards de dollars, au titre de lignes de crédit conditionnelles pour projets d'investissement (CCLIP).

Parmi les 18 projets PBL, on comptait une opération à plusieurs tranches de 300 millions de dollars, 16 prêts d'appui à des réformes politiques programmatiques pour près de 4,2 milliards et une garantie représentant 400 millions. Sur les 16 prêts programmatiques, neuf opérations, pour un total de 3,2 milliards de dollars, correspondaient aux premières phases, le reste étant alloué aux phases suivantes. Un projet de prêt d'appui à des réformes politiques de 300 millions de dollars a été adopté avec une option de retrait en différé.

Les montants approuvés ont augmenté de manière considérable depuis 2018. Sur les cinq dernières années, la valeur moyenne des approbations annuelles a été de 12,6 milliards de dollars, soit une hausse de 16 % par rapport à la période précédente de cinq ans. L'augmentation au cours de cette période s'explique par des opérations de réforme politique, dont le montant moyen a connu un accroissement de 47 % par rapport à la période précédente. Les approbations de projets d'investissement ont

ENCADRÉ 1

Inscription des financements privés fournis par des tiers aux opérations à garantie souveraine

(Préparé par le Bureau de planification stratégique et le Département de l'efficacité dans le domaine du développement)

Pour répondre au besoin croissant de financement en Amérique latine et dans les Caraïbes, la BID intensifie ses efforts de mobilisation des cofinancements privés, en particulier pour les opérations à garantie souveraine.

Ce type de cofinancement est devenu un pilier de la proposition de valeur de la BID depuis la deuxième refonte de la Stratégie institutionnelle 2020–2023, qui a fait de la mobilisation des ressources une priorité transversale. Cela se reflète dans le CRF 2020–2023, doté d'indicateurs qui déterminent la portée de ces financements au moment de l'approbation des projets. Les indicateurs harmonisent les définitions internes des opérations avec et sans garantie souveraine. Ils incorporent les pratiques optimales dont sont convenues les banques multilatérales de développement pour l'inscription des cofinancements privés.

Les financements privés fournis par des tiers à des projets avec garantie souveraine totalisaient 3,6 milliards de dollars en 2023. Ainsi, les financements tiers cumulés pour les projets à garantie souveraine entre 2016 et 2023 ont atteint un total de 11,4 milliards de dollars.

Ces chiffres reflètent le cofinancement privé à la fois direct et indirect, à des conditions commerciales fruits d'une opération avec garantie souveraine. Par exemple, lorsque la BID émet une ligne de crédit pour une Banque de deuxième catégorie et que cette banque transfère les ressources à des banques privées qui les complètent à l'aide de leur propre capital et proposent des prêts commerciaux, la BID engendre une mobilisation indirecte. En 2023, des financements privés indirects ont été fournis par des tiers dans le cadre d'opérations avec garantie souveraine dans tout un éventail de secteurs : infrastructures et énergies, changement climatique et environnement, logement, innovation financière pour les petites et moyennes entreprises, compétitivité.

Si les financements privés indirects fournis par des tiers ont été canalisés de manière équilibrée grâce à des instruments de politique publique et d'investissement, il convient tout de même de noter que deux prêts d'investissement fondés sur les résultats affichaient le meilleur ratio mobilisation/compte propre parmi les autres instruments, sauf garanties. Cela démontre le potentiel de mobilisation de ce nouvel instrument pour l'avenir.

De même, une part considérable de la mobilisation privée directe dans le cadre d'opérations avec garantie souveraine peut être attribuée à l'utilisation de garanties fondées sur l'investissement et la politique publique. En effet, la présence de contregaranties souveraines favorise considérablement la mobilisation privée grâce à la réduction des risques associés aux projets de développement. En réalité, tous les financements privés directs fournis par des tiers à des opérations avec garantie souveraine inscrits en 2023 correspondent à une garantie fondée sur la politique publique, avec des composantes thématiques dans le domaine de l'économie bleue.

augmenté de 22 % par rapport à 2022. En 2023, ces projets représentent 62 % du total des montants approuvés.

Le programme d'approbation était ancré dans le financement des projets, avec un coût total de près de 14,4 milliards de dollars, dont notamment

12,5 milliards de dollars de capital ordinaire, 89 millions du mécanisme de don de la BID, 150 millions de fonds administrés par la Banque, 1,2 milliard provenant de contributeurs locaux et 447 millions de cofinancement.

En 2023, les deux fonds d'urgence (CCF) liés aux catastrophes naturelles et aux urgences en matière de santé publique pour les Bahamas et l'Équateur ont été reformulés, pour un total de 600 millions de dollars. Dans le cas des Bahamas, les ressources utilisées pour répondre à l'urgence provoquée par l'ouragan Dorian en 2019 ont été reconstituées et augmentées de 100 millions de dollars, pour une couverture totale de 200 millions. De même, les moyens employés pour lutter contre la pandémie au titre du fonds d'urgence pour l'Équateur ont été reconstitués, ce qui représente une augmentation de près de 400 millions. En outre, 11 nouvelles lignes de crédit conditionnelles pour des projets d'investissement (CCLIP) ont été approuvées, pour un total de 4,355 milliards en Argentine, au Brésil, en Colombie, au Salvador, au Guyana, au Panama et à Trinité-et-Tobago. Une

ligne régionale pour la modernisation du complexe hydroélectrique binational de Salto Grande entre l'Argentine et l'Uruguay a été adoptée pour 800 millions de dollars.

Les approbations pour les petits pays et les pays les plus vulnérables (pays C et D) totalisent 4,8 milliards de dollars en 2023, soit une baisse de 18 % par rapport à l'année précédente. Toutefois, les approbations pour les pays C et D représentaient 38 % du total, trois points de pourcentage de plus que la cible de 35 % fixée par le Cadre des résultats institutionnels (CRF). Elles sont conformes à la moyenne observée avant la pandémie (4,7 milliards entre 2017 et 2019).

Le maintien du niveau de ces approbations, particulièrement pour les pays C et D, a permis de consolider la position de la Banque en tant que principale source de financement pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Ainsi, en 2023, les montants approuvés par la Banque pour les pays C et D représentaient 1,2 fois celui adopté par la Banque mondiale au cours du même exercice budgétaire pour le même groupe de pays.

Figure 1
Approbations et décaissements 2019–2023
(en millions de dollars des États-Unis)

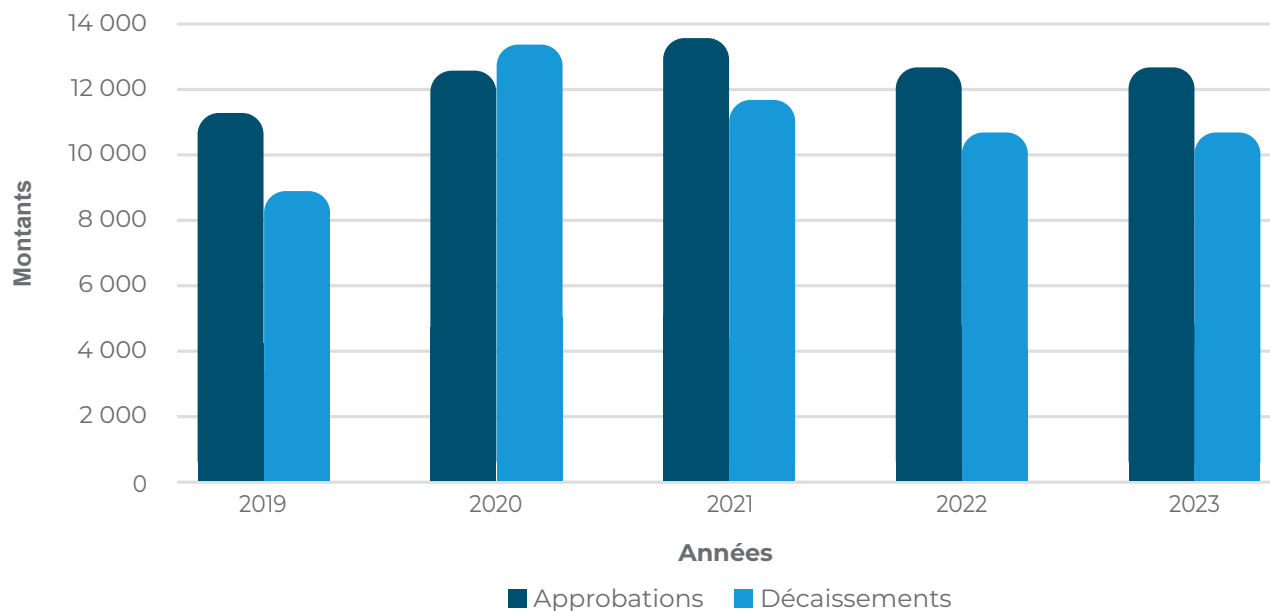
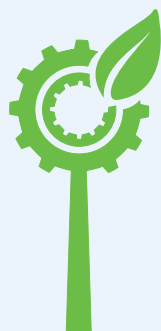


Figure 2
Approbations par groupe économique sectoriel
(en millions de dollars des États-Unis)

Infrastructure et environnement



SECTEUR	APPROBATIONS EN 2023 ^a	
	NOMBRE DE PROJETS	MONTANT APPROUVÉ ^b
Agriculture et développement rural	3	235
Eau et assainissement	8	825
Urbanisme et logement	7	699
Énergie	7	1 528
Environnement et catastrophes naturelles	6	567
Transports	9	2 222
Tourisme durable	0	0
SOUS-TOTAL	40	6 076

Organismes de développement



Sciences et technologies	2	65
Sociétés privées et développement des PME	3	850
Industrie	0	0
Marchés financiers	5	1 100
Réforme/modernisation de l'État	17	2 178
SOUS-TOTAL	27	4 193

Intégration et commerce



Commerce	2	85
Intégration régionale	0	0
SOUS-TOTAL	2	85

Secteur social



Éducation	7	515
Investissements sociaux	9	1 162
Santé	4	450
SOUS-TOTAL	20	2 127
Secteurs multiples	3	242

TOTAL GÉNÉRAL	92	12 722
----------------------	-----------	---------------

^a Ce chiffre n'inclut pas l'utilisation des fonds d'urgence pour les catastrophes naturelles et les reformulations.

^b Ce chiffre inclut les ressources issues du Capital ordinaire de la Banque, de capitaux ordinaires concessionnels, du Mécanisme de don de la BID, du Fonds pour les Technologies propres, du Fonds de cofinancement Chinois pour l'ALC, du Fonds canadien pour le climat destiné au secteur privé du continent américain, du Fonds stratégique pour le climat et du Mécanisme Coréen de cofinancement pour le développement des infrastructures. Les projets comportant plusieurs opérations dans différents secteurs économiques figurent dans le secteur pour lequel le montant du financement est le plus élevé.



BELIZE

Un programme de la BID œuvre à la réduction de la vulnérabilité du pays face au climat en améliorant les mesures de gestion des risques de catastrophe et de résilience.

Approbations par département géographique, secteur et groupe d'activités économiques

Par département géographique, 41 % des financements de projets approuvés s'adressaient au pays du Cône Sud (CSC), 21 % aux pays d'Amérique centrale, au Mexique, au Panama, à la République dominicaine et à Haïti (CID), 29 % aux pays du groupe andin (CAN), 8 % aux pays des Caraïbes et 1 % à des projets régionaux.

Par secteur, 33 % des financements approuvés passent par le secteur des institutions pour le développement (IFD), 18 % par le secteur social (SCL), 36 % par le secteur de l'infrastructure et de l'énergie (INE), 12 % par le secteur du changement climatique et du développement durable (CSD), et 1 % par le secteur du commerce et de l'intégration (INT).

En 2023, 54 % des projets provenaient d'un travail conjoint entre différentes unités des secteurs, soit le deuxième pourcentage le plus élevé enregistré

depuis la mise en place du système de comptabilité multiple en 2012.

Trois secteurs, les transports, le social (y compris l'éducation, la santé et l'investissement social) et la réforme et la modernisation de l'État, ont chacun reçu 17 % du total des financements de la BID en 2023. Le secteur de l'énergie représentait 12 % des financements, contre 17 % pour le secteur de l'infrastructure et de l'environnement. Les financements adressés à des entreprises privées, aux marchés financiers et à la science et à la technologie totalisaient 17 % des montants approuvés. L'intégration et le commerce extérieur ont reçu 1 % et les projets multisectoriels, 2 %.

Décaissements

En 2023, la BID a décaissé un total de 10,7 milliards pour des projets à garantie souveraine. Ce chiffre est au même niveau que celui de 2022. Cela représente une augmentation de 17 % de la moyenne



BRÉSIL

Le programme global Amazonia Forever se concentre sur le développement inclusif et durable d'une partie irremplaçable de notre planète.

annuelle par rapport à la période pré-pandémie de 2016–2019. Au cours de la période 2020–2022, les décaissements étaient avant tout alimentés par les prêts à décaissement rapide, en 2023, ils l'étaient surtout par les projets d'investissement (INV), dont le montant a atteint 6 milliards de dollars, 19 % de plus qu'en 2022 et 56 % du montant total. Les décaissements de projets de réforme politique ont atteint 4,7 milliards en 2023, soit une baisse de 4 %.

Portefeuille actif des projets à garantie souveraine

Fin 2023, le portefeuille actif des projets à garantie souveraine de la Banque en cours d'exécution

comprenait 616 projets, dont le solde non décaissé était de 32,2 millions de dollars,¹ soit 56 % du montant adopté à l'origine. Parmi le total des ressources non décaissées, 53 % correspondent au Secteur Infrastructure et environnement, 31 % aux programmes Institutions pour le développement, 15 % aux programmes du secteur social et 1 % aux programmes Intégration régionale et commerciale.

La valeur du portefeuille de la Banque a connu une augmentation de 6 % au cours des cinq dernières années par rapport à la période précédente de cinq ans. Le volume annuel moyen est passé de 53,4 milliards de dollars pour la période 2014–2018 à 56,6 milliards² pour 2019–2023.

Étant donné la croissance du portefeuille de la Banque, la direction de la BID s'est davantage

¹ Les soldes non décaissés des projets à garantie souveraine au stade d'exécution comprennent à la fois les fonds de la Banque et ceux qu'elle administre.

² Ce montant correspond à la valeur approuvée des projets à garantie souveraine actifs en cours d'exécution. Il s'agit à la fois des fonds de la Banque et ceux qu'elle administre.

concentrée sur l'identification et la gestion des opérations dont la performance était insuffisante et qui risquaient de ne pas atteindre leurs objectifs de développement. Grâce à un soutien apporté aux unités d'exécution, les activités liées à la gestion fiduciaire et à la projection des décaissements ont pu continuer à être renforcées.

Pour améliorer l'efficacité, les vice-présidences des pays et des secteurs ont coordonné, en 2023, leurs exercices d'examen du portefeuille en vue d'améliorer la probabilité de voir ces projets atteindre leurs résultats de développement grâce à la mise en œuvre du système d'alerte précoce. En outre, le Rapport trimestriel de gestion des opérations, qui porte sur l'état et l'avancement de la performance du portefeuille, a été mis à la disposition du Conseil d'administration et du Secrétariat sous la forme d'un tableau de bord interactif.

BID Lab

BID Lab, l'organe du Groupe BID chargé de l'innovation et du capital-risque, a continué à encourager les approches entrepreneuriales de l'inclusion sociale, de l'atténuation du changement climatique et de la croissance économique dans toute la région. La souplesse et les capacités de prise de risque de BID Lab permettent à la BID et à ses partenaires d'explorer des solutions non traditionnelles et de nouvelles technologies, qui peuvent par la suite être passées à l'échelle supérieure.

En 2023, BID Lab a approuvé 71 projets (102 opérations), pour un total de 93,4 millions de dollars, dont environ 28,9 millions consacrés à la mobilisation au niveau fondamental. Grâce au solide réseau de partenaires stratégiques dont dispose BID Lab, ces projets ont engendré 352,4 millions de dollars supplémentaires. BID Lab a atteint la quasi-totalité de ses objectifs d'alignement programmatique et stratégique pour 2023. 62 % de ses projets ciblaient la pauvreté et la vulnérabilité, 58 %, les questions de genre, 20 %, le déficit de diversité, 48 %, le changement climatique et 31 % d'entre eux proposaient des financements pour la lutte contre le changement climatique. En ce qui concerne la répartition géographique du total des approbations pour

2019–2023, les pays des groupes C et D représentaient 51 %, dont 20 % pour les petits États insulaires.

À la fin de l'année, le portefeuille actif de BID Lab comprenait plus de 600 opérations, dont certaines menées par le Programme d'entrepreneuriat social géré par BID Lab.

Rapport de suivi des progrès (PMR)

Pour le cycle 2023 du rapport de suivi des progrès (PMR), 507 opérations avec garantie souveraine en cours d'exécution ont été classées grâce à un ensemble d'indicateurs propre à chaque étape de la mise en œuvre. Les résultats obtenus à partir du rapport PMR sont complétés par des informations qualitatives qui permettent de déterminer les raisons de la performance des opérations de la BID.

Ces informations servent à identifier les bonnes pratiques et les facteurs qui ont une incidence sur l'exécution des projets et contribuent à l'atteinte de leurs objectifs. Pour le cycle 2023 du rapport PMR, le classement des projets était le suivant : 80 % satisfaisant, 11 % en état d'alerte, 8 % en état de problème, 1 % non classé. Ces résultats correspondent aux cibles définies dans le Cadre de résultats institutionnels.

Ressources gérées par la BID

En 2023, la Banque gérait 66 fonds provenant de contributions de partenaires publics et privés, ainsi qu'un Programme de développement stratégique du capital ordinaire (OC SDP), financé grâce aux ressources de la Banque. Au total, les ressources administrées par ces voies étaient de 913 millions de dollars en 2023.

Le montant total approuvé du portefeuille actif de coopération technique (TC) a dépassé en 2023 les niveaux préalables à la pandémie. Environ 40 % des approbations de TC en 2023 étaient financées par l'OC SDP, tandis que les 60 % restants étaient pris en charge par les ressources des bailleurs de fonds.

En vue de remédier aux déficits de financement existants et de passer rapidement à l'action dans certains domaines clés de la nouvelle Stratégie institutionnelle, en 2023, la direction de la BID

a proposé un montant record de 149 millions de dollars de financements au titre de l'assistance technique, issus des recettes nettes du capital ordinaire pour 2024. Cette augmentation de 46 %, la première d'une telle portée, a reçu l'aval du Conseil d'administration de la BID, qui marque sa reconnaissance du rôle incontournable de la coopération technique dans l'amélioration de la proposition de valeur de la Banque. Ces projets permettent à la BID d'être à la pointe de certains instruments financiers novateurs, par exemple, les échanges dette-nature et les obligations liées à des impératifs de durabilité, qui apportent une contribution considérable à la conservation de l'environnement et au développement durable.

En 2023, un effort concerté visant à améliorer le processus de programmation de la coopération technique et à assurer une répartition appropriée et stratégique des ressources a produit d'excellents résultats. À ce titre, on a notamment renforcé l'intégration des opérations de coopération technique en consultation avec les pays et pendant l'ensemble de l'exercice de programmation en proposant des informations sur la disponibilité des ressources et en sensibilisant les bureaux pays à l'importance de l'exercice.

Avant cette initiative, le nombre de pays qui adoptaient plus de 75 % des activités de coopération technique dans leur Document de programmation pays (CPD) avait atteint un niveau historique de 7 en 2018, avant de tomber à 2 en 2020 et 2021 en raison d'anomalies liées à la pandémie. Depuis la réforme, on a compté 13 pays en 2022 et 16 en 2023. Cette amélioration est à l'image de l'engagement de la direction à affecter les ressources de manière efficace, équitable et soucieuse des besoins des clients.

Mobilisation des ressources et partenariats

Au mois de novembre 2023, la BID avait mobilisé 6,2 milliards de dollars de ressources, en numéraire et en nature, apportées par son réseau comprenant une grande diversité de partenaires. Ce total comprend des ressources obtenues de sources privées grâce à des opérations avec garantie souveraine.

Tout au long de l'année 2023, la BID a approfondi ses partenariats existants tout en identifiant de nou-

velles pistes de collaboration. Un moment phare, cette année, était la décision de la Corée de fournir 1 milliard de dollars pour reconstituer le Mécanisme de cofinancement BID-Corée pour le développement des infrastructures (KIF). En outre, en 2023, la Banque a renforcé sa collaboration avec des institutions de premier plan comme l'Agence française de développement (AFD), la Banque européenne d'investissement (BIE), la Banque de développement KfW, la Banque coréenne d'import-export (KEXIM), l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et l'Agence espagnole de coopération pour le développement international (AECID). Ces efforts ont permis de mobiliser plus de 1,7 milliards de dollars de financements concessionnels.

Vous trouverez ci-dessous un résumé partiel des principaux accords de collaboration conclus avec nos partenaires en 2023.

Au Sommet des dirigeants du Partenariat des Amériques pour la prospérité économique (APEP), les États-Unis ont promis un don historique de 25 millions de dollars pour affronter les défis dans le domaine des migrations. Grâce au soutien complémentaire du Canada, de la Corée et de l'Espagne, 14 millions de dollars supplémentaires ont pu être ajoutés au Mécanisme de la BID pour les migrations. Ces contributions, toutes ensemble, mobiliseront 50 millions de dollars supplémentaires de fonds issus du capital ordinaire de la Banque, ce qui équivaut à une augmentation de 89 millions de dollars au total.

En même temps, BID Invest et la Société de financement du développement international (DFC) des États-Unis ont collaboré pour la création de la Plateforme de partenariat des Amériques, dont le but est de financer des projets majeurs dans le domaine des infrastructures dans la région.

Les États-Unis ont alloué 10 millions de dollars au Mécanisme de don de la BID pour la biodiversité et les solutions naturelles, qui facilitera l'intégration de considérations naturelles dans les cadres économiques et de politique publique.

Dans le cadre de l'Initiative internationale pour le climat (IKI), le ministère allemand des Affaires économiques et de l'Action climatique (BMWK) a apporté deux contributions en 2023, pour un total de 35 millions d'euros. Il s'agit d'une contribution de



JAMAÏQUE

One Caribbean, lancé à la fin 2023, est un programme régional phare visant à faire avancer le développement durable, avec un accent particulier sur les activités à fort impact.

20 millions d'euros au Mécanisme latinoaméricain et caribéen pour le verdissement des banques de développement publiques et du secteur financier, qui permettra à la BID d'encourager la durabilité environnementale dans le secteur financier de la région, et d'une contribution de 15 millions d'euros qui prendra en charge à long terme le développement des secteurs péruviens de l'eau, des énergies et des transports, de manière résiliente sur le plan climatique et avec de faibles émissions de carbone.

Les Fonds d'intermédiaires financiers (FIF) sont demeurés une source incontournable de financement sous forme de dons en 2023. La BID a obtenu 16 millions de dollars du Fonds pandémie afin de remédier aux retombées négatives de la pandémie sur la santé publique dans les Caraïbes, avec l'Agence caribéenne de santé publique (CARPHA). Pour continuer à améliorer le paysage éducatif en Haïti et au Belize, la BID a reçu 24 millions de dollars du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE).

En 2023, l'Espagne a élargi son partenariat historique avec le Groupe BID, avec une contribution de 35,5 millions d'euros au Fonds général de coopération de l'Espagne.

La Croatie a effectué le premier don de son histoire à une banque multilatérale de développement : 5 millions d'euros pour améliorer la qualité et l'équité dans le domaine de l'éducation en Amérique latine et dans les Caraïbes. Ces fonds aideront certains pays à mettre en œuvre des politiques de prolongation de la durée des journées d'école.

La BID a obtenu des engagements financiers considérables de la part du Royaume-Uni, de l'Italie et de l'Espagne pour travailler en Amazonie. L'Italie et le Royaume-Uni ont rejoint le Fonds multi-donateurs pour la bioéconomie et la gestion forestière en Amazonie, avec des contributions respectives de 5 millions d'euros et de 4,7 millions de livres. L'Espagne a contribué au programme Amazonia Forever par le

biais d'un don de 2 millions de dollars qui prendra en charge des activités de BID Invest et un engagement de 2 millions d'euros pour le programme Amazonia Bonds par l'intermédiaire de l'AECID. À cet égard, le lancement de la Plateforme des partenaires Amazonia Forever était une avancée considérable. En outre, pendant la COP28, la BID et l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA) ont annoncé un instrument de garantie de portefeuille qui augmentera de 450 millions de dollars les capacités de financement de la BID au titre du programme Amazonia Forever.

Dans les Caraïbes, la collaboration de la BID avec le Royaume-Uni a permis la création de la Compagnie d'assurance des entreprises de service public d'approvisionnement en eau des Caraïbes (CWUIC), avec une injection de 30,6 millions de dollars pour améliorer la résilience financière de ces entreprises face aux catastrophes naturelles. Les partenariats avec la Commission européenne ont permis de mobiliser plus de 100 millions de dollars de ressources sous forme de dons pour la région. La Suisse a produit 6 millions de dollars pour le projet « Obligations à impact social, phase II », tandis que la Fondation Coca-Cola a promis un don d'un million de dollars pour encourager l'innovation dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et des déchets solides.

Enfin, en 2023, la BID a reçu des contributions en nature par l'intermédiaire du programme des cadres associés (APO) et poursuivi sa collaboration active avec des universités, dont l'Université de Cambridge, AUSJAL et Sciences Po, dans le cadre de son engagement durable à assurer un échange de connaissances sur des thèmes critiques pour la région.

Après une participation limitée aux événements majeurs en Europe ces dernières années, en 2023, la BID a lancé un effort stratégique visant à renforcer les liens avec des entités des secteurs public et privé en Europe. Grâce à ces efforts, la Banque a négocié et obtenu un poste dirigeant pour 2024 dans deux groupes : les Chefs de banques multilatérales de développement et les Chefs de banques régionales de développement.

Une délégation s'est rendue en France en juin à l'occasion du 15^e Forum économique interna-

tional sur l'Amérique latine et les Caraïbes. Ce déplacement a été suivi d'une visite historique en Allemagne, où le président de la BID est intervenu devant une commission importante du Bundestag et a échangé avec des représentants haut placés, à la fois du secteur public et du secteur privé en Allemagne.

En juin, la BID a participé au Sommet pour le Nouveau pacte mondial de financement à Paris. La Banque a plaidé pour un approfondissement de la collaboration entre institutions multilatérales et pour l'adoption d'instruments financiers harmonisés afin d'améliorer leur portée et leur impact.

Dans le contexte du Sommet UE-CEPALC, la Banque a pris un rôle de chef de file lors de la Table ronde des entreprises UE-Amérique latine et les Caraïbes à Bruxelles.

En septembre, la BID a participé à la Réunion ministérielle de l'UE sur les affaires économiques et financières (ECOFIN) à Saint-Jacques de Compostelle, en collaboration avec la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne. Ce même mois, la BID a coorganisé le Sommet finance en commun (FICS) à Carthagène (Colombie) avant d'annoncer la création de nouveaux partenariats internationaux pour accélérer le développement des marchés d'obligations vertes dans la région.

La BID a également participé à d'autres manifestations connexes partout dans le monde, dont l'assemblée générale de l'ONU à New York, le Forum mondial sur les connaissances en Corée, les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Marrakech (Maroc), le Forum brésilien d'investissement, la conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP28) et plusieurs réunions du groupe d'experts de haut niveau sur le financement durable sur les marchés émergents, dirigé par la Commission européenne.

Enfin, dans le cadre du programme d'action partagé des banques multilatérales de développement, dont le but est de travailler en tant que système cohérent, la BID a conclu de nouveaux accords de collaboration avec la Banque mondiale, la Banque des règlements internationaux, le Fonds monétaire international et la Banque caribéenne de développement.

TABLEAU I ● Cinq années d'opérations, 2019–2023 (En millions de dollars des États-Unis)

	2019	2020	2021	2022	2023
CAPITAL					
Souscriptions (fin d'exercice)					
Capital ordinaire ^a	170 934	170 940	170 940	170 940	170 940
Autres fonds ^b	8 025	8 363	8 747	9 059	9 243
Total	178 959	179 303	179 687	179 999	180 183
EMPRUNTS^c					
Encours (fin d'exercice)	94 377	105 437	112 065	108 115	109 306
Emprunts annuels bruts	20 297	26 713	24 293	16 998	18 822
OPÉRATIONS					
Actifs liés au développement approuvés^e					
Prêts et garanties du capital ordinaire ^d	12 961	13 948	14 186	14 471	12 515
Titres de placement du capital ordinaire	133	320	349	179	-
Autres fonds ⁱ	307	563	402	188	178
Total	13 401	14 831	14 937	14 838	12 693
Décaissements bruts des actifs liés au développement^e					
Prêts et garanties du capital ordinaire ^d	10 574	14 592	12 425	11 653	11 012
Titres de placement du capital ordinaire	133	253	87	325	75
Autres fonds ⁱ	223	334	380	205	242
Total	10 930	15 179	12 892	12 183	11 329
Remboursement des actifs liés au développement^e					
Prêts et garanties du capital ordinaire ^d	7 186	6 910	7 337	6 957	8 161
Titres de placement du capital ordinaire	-	5	13	16	35
Autres fonds ⁱ	77	114	112	149	152
Total	7 263	7 029	7 462	7 122	8 348
Encours des actifs liés au développement					
Prêts et garanties du capital ordinaire ^d	96 723	104 761	108 943	112 761	116 239
Titres de placement du capital ordinaire	148	410	435	703	836
Autres fonds ⁱ	1 324	1 540	1 805	1 861	1 967
Total	98 195	106 711	111 183	115 325	119 042
Financements de dons approuvés^f					
Capital ordinaire	114	114	108	120	115
Mécanisme de don de la BID	119	112	281	67	89
Autres fonds	221	213	185	310	245
Total	454	439	574	497	449
Fonds multilatéral d'investissement					
Opérations approuvées ^g	83	71	74	60	28
ADMINISTRATION					
Frais administratifs					
Total—Fonds de la Banque^h	834	890	924	963	841

^a Net des souscriptions au capital à recevoir, 2019 – 6 millions de dollars ; 2018 – 6 millions de dollars.

^b Inclut le Fonds multilatéral d'investissement. N'inclut pas les fonds dissous.

^c Encours des emprunts à moyen et long terme nets des primes non amorties (avant swaps et ajustements par référence au marché). Emprunts bruts annuels à moyen et long terme à leur valeur nominale, avant swaps.

^d Net des participations aux prêts sans garantie souveraine.

^e Basés sur les montants initiaux équivalents en dollars des États-unis.

^f Inclut le financement du Programme d'entrepreneuriat social (Social Entrepreneurship Program), la coopération technique, les programmes spéciaux, les projets spécifiques et autres dons. N'inclut pas les opérations du Fonds multilatéral d'investissement, présentées séparément.

^g Inclut la coopération technique, les prêts et les placements en actions, ainsi que les augmentations d'opérations déjà existantes.

^h Depuis le 1er janvier 2018, la Banque a adopté une nouvelle norme comptable au titre de la mise à jour des normes comptables (Accounting Standards Update, ASU) qui exigeait la présentation séparée des autres éléments du coût net des régimes de pension et du coût de service, et hors du revenu d'exploitation. Les montants associés des années précédentes ont été ajustés afin d'être conformes à la présentation de 2018.

ⁱ N'inclut pas le Mécanisme de don de la BID.



COSTA RICA

Un programme de la BID renforce les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les petites municipalités et les zones rurales, une amélioration de la couverture, de l'efficacité et de la qualité.

2

Faits saillants par secteur

En 2023, les travaux des secteurs de la BID étaient diversifiés et ambitieux : d'un projet qui proposera des transports inclusifs et faibles en émissions à 70 000 Boliviens à faible revenu à un projet qui permettra à l'un des plus grands États de l'Amazonie brésilienne de sauver environ 10 millions d'hectares de forêts.

Ce dernier fait partie d'**Amazonia Forever**, un programme exhaustif de la BID qui œuvre au développement durable de cette région irremplaçable. La BID est également en discussion pour la conception d'un autre programme régional phare, **One Caribbean**, dont la mise en œuvre devrait commencer en 2024.

La Banque a également conçu et déployé de plus en plus d'outils de financement novateurs. Avec **BID CLIMA**, la BID est devenue la première banque multilatérale de développement à adopter un outil de financement qui récompense les pays pour l'atteinte d'objectifs liés à la nature et au climat.

Secteur des institutions pour le développement (IFD)

Dans les domaines de la **compétitivité**, de la **technologie** et de l'**innovation**, la BID a joué en 2023 un rôle décisif dans les efforts de décarbonation de l'économie au Chili grâce au Programme de soutien au développement de l'industrie de l'hydrogène vert dans le pays. Cette initiative, qui met en avant les solutions d'hydrogène vert, complète l'action du Chili en vue de créer un fonds de développement industriel doté d'un milliard de dollars, en collaboration avec la BID, la Banque mondiale, la KfW (Banque allemande de développement) et l'Union européenne, destiné à mobiliser les investissements privés. La BID a également collaboré avec le Réseau latinoaméricain des agences d'innovation (RELAI) pour faire la promotion de 14 projets dans le domaine de l'économie circulaire, outre le projet « La technologie au service de l'inclusion », pris en charge par le Fonds japonais, qui vient en aide à plus de 4 000 enfants en situation de handicap en Équateur grâce à une approche communautaire conçue avec la participation des bénéficiaires au processus d'innovation.

En ce qui concerne la **connectivité**, les **marchés** et la **finance**, la Banque a continué à encourager la mobilisation du secteur financier privé. Aux côtés de la Société de finance du développement (DFC) des États-Unis, elle a joué un rôle décisif dans l'échange dette-nature qui a mobilisé plus de 1,1 milliard de dollars pour la conservation des îles Galapagos (Équateur) et permis la mise en place de lignes de crédit mondiales



PÉROU

Un programme de la BID contribue au renforcement de la qualité et de la pertinence des universités et de la formation technique supérieure au niveau national.

en appui à différents secteurs, dont les MPME, la bioéconomie, le logement, la sécurité alimentaire et les infrastructures.

Sur le plan de la **gestion budgétaire**, la Banque a adopté des projets en Uruguay et à l'échelon infranational au Brésil afin d'améliorer l'efficacité et de créer de l'espace budgétaire pour un développement social responsable. En République dominicaine, des prêts d'appui à des réformes politiques ont été déployés en vue d'intégrer l'action pour le climat dans la gestion du secteur public et de mettre en place des cadres pour une utilisation résiliente des terres. En Colombie, ces prêts ont pris en charge une réforme fiscale progressive. La Banque s'est associée à l'Allemagne dans le cadre du Programme régional des ministères de l'Économie et des Finances contre le changement climatique, avec la participation de 16 pays, à l'identification de solutions budgétaires pour lutter

contre les défis associés au changement climatique dans la région. FISLAC, la plateforme de viabilité budgétaire, a été mise en place dans 11 pays. Elle propose des systèmes d'alerte précoce, des données analytiques sur le changement climatique et l'investissement public, ainsi que le premier pôle de conformité aux règles budgétaires de la région. La publication phare de la BID, *Dealing with Debt: Less risk for more growth in LAC* (« Agir face à la dette : moins de risques pour plus de croissance en Amérique latine et dans les Caraïbes »), a été diffusée lors de 17 manifestations visant à favoriser une gestion et un usage prudents de la dette.

Dans le domaine de l'**innovation pour les services aux citoyens**, la Banque a organisé son XIII^e Dialogue politique régional au Brésil pour évoquer le thème de la résilience face à la criminalité organisée. Elle a mis sur pied la Plateforme de données probantes sur la sécurité et la justice, qui propose des solutions de

réduction de la criminalité évaluées avec rigueur. La Banque a également offert son soutien à Intégrame, initiative colombienne et première plateforme visant à améliorer la transparence dans les secteurs des mines et des énergies. Quant à MapaInversiones, le mécanisme a été élargi à 14 pays afin de renforcer la transparence dans la dépense, l'investissement et les marchés publics. Enfin, la Banque a financé la deuxième phase du Programme de soutien à la transformation du secteur public au Paraguay, avec une nouvelle approche qui s'appuie sur la coopération technique pour créer un consensus en faveur des réformes. Elle a également adopté un prêt fondé sur les résultats pour la transformation numérique de l'administration au Chili.

Secteur de l'infrastructure et de l'énergie (INE)

En 2023, la BID a préparé 30 nouvelles opérations, pour un total de 5 milliards de dollars, correspondant à des projets qui contribuent à l'inclusion sociale, à la lutte contre le changement climatique et à l'intégration régionale. Pendant cette même année, 24 de ces opérations, dont le montant atteint 4,6 milliards, ont été approuvées par le Conseil d'administration.

Toutes ces opérations contribueront à remédier au déficit d'accès à des services publics comme l'électricité, les routes en milieu rural, l'eau et l'assainissement. Elles seront également en alignement complet avec le programme d'action pour le climat, bénéficiant à la résilience, à la réduction des émissions de gaz à effet de serre, à l'adaptation et à l'atténuation. Dans le cadre des initiatives liées au climat, la BID a également lancé le Pôle déchets solides et économie circulaire et publié un rapport phare sur la décarbonation et la résilience dans le secteur des transports.

En 2023, la BID a approuvé six nouvelles opérations visant à mettre les infrastructures au service de l'intégration régionale. Cela s'est notamment traduit par une contribution à un dialogue régional des ministres du Système andin d'interconnexion électrique (SINEA) et au septième sommet de haut niveau pour l'intégration énergétique des pays du sud (SIESUR), entre autres.

La BID a également élargi ses activités dans le secteur des infrastructures au service de la transformation numérique en développant des applications pour l'eau et l'assainissement, la sécurité, l'IA pour une meilleure exécution des services, le climat et les énergies.

Enfin, en 2023, la Banque a continué à privilégier l'identification et l'atténuation des risques liés à l'intégrité dans la préparation des opérations et l'exécution des projets d'infrastructures, en collaboration avec d'autres départements de la Banque. Il s'agissait notamment d'analyser les procédures de soumission complexes et d'organiser des manifestations internationales visant à favoriser l'intégrité dans les infrastructures, qui ont fait intervenir de nombreux acteurs à la fois internes et externes.

Secteur du changement climatique et du développement durable (CSD)

En 2023, la BID a augmenté son soutien aux pays qui recherchent une transition vers un avenir bas-carbone et la résilience climatique ainsi que des pistes de développement durable. Dans ce secteur, les opérations se sont concentrées à la fois sur des ajustements de politique et des changements d'investissements au niveau national et local afin d'aider les autorités à atteindre ces objectifs.

Ainsi, des prêts d'appui à des réformes politiques, approuvés pour le Brésil et les Bahamas ont permis l'amélioration et l'harmonisation des capacités et cadres nationaux d'investissement dans l'adaptation et l'atténuation. L'opération à Para (Brésil) était le premier prêt d'appui à une réforme politique (PBL) destiné explicitement à la décarbonation grâce à une réduction de la déforestation. Quant à celui des Bahamas, il a contribué à une initiative de réforme exhaustive visant à créer une nouvelle loi de gestion des risques de catastrophe.

D'autres projets adoptés en 2023 cherchent à favoriser un développement économique soucieux de l'environnement. Par exemple, au Belize, la BID a approuvé un programme visant à améliorer la capacité des pêcheurs artisanaux à générer des revenus tout en protégeant les écosystèmes océaniques.

En réponse aux défis posés par les vagues migratoires dans la région, la BID a adopté un prêt fondé sur les résultats en Colombie, qui aide la ville de Barranquilla à protéger les écosystèmes, à bâtir des infrastructures urbaines et à œuvrer à l'inclusion des populations vulnérables et migrantes.

En 2023, la BID a encadré l'élaboration du Mécanisme d'ambition pour la biodiversité et le climat, ou BID CLIMA, une initiative régionale visant à attirer les investissements dans la biodiversité et le climat, et Amazonia Forever, un programme exhaustif dont le but est d'encourager la conservation des forêts tout en améliorant la qualité de vie des populations de la région amazonienne. La Banque a également élargi ses travaux dans le domaine de la sécurité alimentaire en lançant un programme visant à améliorer la nutrition et prêter assistance aux pays qui aident les zones particulièrement touchées par la faim.

Enfin, en 2023, la BID a été à la tête d'initiatives pour les connaissances dans les domaines suivants : sécurité alimentaire, programmes de transferts de fonds visant à faciliter les réformes de tarification des émissions de carbones et la riposte aux chocs climatiques et rôle des villes dans l'action pour le climat.

Secteur social (SCL)

En 2023, la BID a aidé les pays à améliorer la qualité, l'efficacité et l'équité des investissements dans l'éducation, la formation professionnelle et la santé en renforçant la conception des interventions de protection sociale et en assurant la pérennité des systèmes de sécurité sociale.

Dans le domaine de la **santé**, la BID a approuvé des projets visant à améliorer la couverture et la qualité des services de santé en Argentine, au Brésil, au Honduras et au Paraguay. Le projet au Honduras, première activité cofinancée par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la BID dans le domaine de la santé, financera la construction de deux hôpitaux pour blessés graves afin de raccourcir les délais d'attente pour les opérations tout en améliorant les installations de maternité à l'hôpital général de Roatan. Dans le cadre du partenariat entre la BID et l'OPS, un plan « Autoroute panamé-

ricaine vers la santé numérique » a été mis sur pied pour renforcer les services de santé numérique dans la région grâce à l'échange de données et à l'harmonisation des politiques. À ce jour, seize pays ont rejoint cette initiative. Chargée de la mise en œuvre du Fonds pandémie, la BID a approuvé son premier don régional de 15,2 millions pour l'Agence caribéenne de santé publique afin d'améliorer la veille des maladies et la coopération régionale en situation d'urgence sanitaire.

Dans le domaine de la **protection sociale**, la BID a approuvé sa première opération de protection sociale réactive aux chocs au Salvador. L'objectif de ce programme est de soutenir les ménages avant ou juste après les catastrophes naturelles liées au climat pour améliorer leur résilience.

Sur le plan de l'**éducation**, la BID a approuvé des opérations centrées sur les infrastructures, les programmes d'apprentissage accéléré et la transformation numérique en Argentine, au Belize, au Brésil, en Équateur, au Guatemala, en Haïti et au Guyana. Au total, ces programmes devraient permettre l'inscription de 32 000 nouveaux élèves, l'amélioration de l'environnement pédagogique pour 64 000 d'entre eux et la mise en place d'une connectivité pour 3 000 établissements scolaires dans des zones éloignées. En outre, les programmes qui accélèrent l'apprentissage grâce à des cours particuliers aux modalités novatrices seront mis en place à grande échelle. Dans le cadre d'un accord avec la Banque mondiale, la BID s'est engagée à accélérer la transformation numérique des systèmes éducatifs grâce à une connectivité renforcée, aux plateformes pédagogiques et aux compétences numériques. La Banque a également administré des dons du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) au Belize, au Guyana et en Haïti.

En ce qui concerne l'**emploi et la sécurité sociale**, la Banque a approuvé le premier prêt programmatique d'appui à des réformes politiques (PBP) pour des politiques sociales à la Barbade, dans le but de renforcer la protection sociale et les institutions de sécurité sociale du pays, la pérennité de son système de retraites et sa préparation ainsi que sa capacité de riposte en cas de choc lié au climat. Le Fonds pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels a pris en



NICARAGUA

Les enfants sont parmi les principaux bénéficiaires d'un programme visant à renforcer les finances publiques en situation de catastrophe naturelle grave.

charge des projets dans 15 pays, dans une variété de domaines liés aux plans d'atténuation et d'adaptation au changement climatique : agriculture, énergies renouvelables, eau, assainissement et tourisme durable. Ces activités permettront à plus de 25 000 bénéficiaires d'acquérir les compétences nécessaires pour obtenir des emplois de qualité.

La BID a intensifié son appui à l'**intégration des migrants** en adoptant six opérations et douze activités de coopération technique qui proposeront des services aux migrants revenus dans leur pays. Cela s'est notamment traduit par des services sociaux pour les enfants au Belize, des allocations logement pour les migrants en Équateur et en Uruguay, de nouveaux modèles de services sociaux au niveau local au Pérou et en Équateur et des programmes d'intégration des migrants en Uruguay, particulièrement pour les victimes de violences sexistes. La Banque a mobilisé 39 millions de dollars de contributions en appui à cette démarche, apportées par les États-Unis, le

Canada, l'Espagne et la Corée, et lancé le Laboratoire sur les perceptions du public sur les migrations afin de lutter contre la montée de la xénophobie grâce à des données et des ressources fiables.

En 2023, 90 % des projets approuvés dans le secteur social bénéficiaient d'un alignement stratégique sur les questions de genre et de diversité. La ventilation par groupe démographique était la suivante : l'alignement en matière de diversité était de 60 % pour les personnes en situation de handicap, 35 % pour les peuples autochtones, 25 % pour les personnes d'ascendance africaine et 20 % pour les communautés LGBTQ+. Une étape importante était l'approbation du premier prêt programmatique d'appui à des réformes politiques (PBP) consacré au genre et à la diversité en Colombie, une initiative pionnière, dotée de 500 millions de dollars, visant à améliorer les services pour les survivantes de violences sexistes, y compris les victimes de la traite des personnes, et à renforcer la capacité des

pouvoirs publics à incorporer des considérations de genre et diversité dans les politiques publiques.

Secteur du commerce et de l'intégration (INT)

En 2023, la BID a financé des initiatives infranationales comme un nouveau programme à Salta (Argentine) dont le but est de catalyser la croissance dans des secteurs comme le lithium, l'agriculture et le tourisme en contribuant aux infrastructures, aux centres technologiques, aux certifications professionnelles et au développement des compétences au niveau local. Également en Argentine, la Banque a été à l'initiative de l'approbation d'un autre programme visant à promouvoir les exportations à forte valeur ajoutée en renforçant les compétences liées au capital humain demandées par le secteur privé, y compris le développement d'applications d'intelligence artificielle pour les entreprises tournées vers l'exportation dont le fonctionnement requiert des connaissances.

La BID a élaboré une approche d'intégration régionale pour l'Amazonie, dont le but est de proposer des solutions multisectorielles au bénéfice du développement durable. Elle a également continué à soutenir des initiatives sous-régionales comme l'Alliance du Pacifique, la CAN, la CARICOM, le Mercosur, le PROSUR, le SIECA, le Partenariat pour le développement et la démocratie et le Triangle du Nord. Une Initiative régionale pour les biens publics a financé 16 projets, pour un total de 7 millions de dollars, dans des domaines comme le changement climatique, l'éducation, la région amazonienne, la santé, l'intégration régionale et la sécurité alimentaire.

En 2023, la BID a continué à favoriser l'intégration régionale en proposant des analyses et des cadres qui seront le fondement de la nouvelle stratégie institutionnelle 2024–2030 de la Banque. Cela est notamment passé par la création du nouveau programme « BID for the Americas », qui met en avant les possibilités de commerce et d'investissement en Amérique latine et dans les Caraïbes tout en donnant accès à des marchés publics financés par la BID.

La Banque a également coordonné trois forums d'entreprises liés à l'intégration : la Table ronde des entreprises UE-Amérique latine et Caraïbes à Bruxelles, avec la CAF et l'UE, le programme BID for the Americas et le Forum BID-Americas Partnership sur l'investissement responsable, en coopération avec les États-Unis. En outre, des événements de la BID, comme la première édition caribéenne de Outsource2LAC, qui s'est déroulée en Jamaïque, le Forum Corée-Amérique latine et Caraïbes sur le commerce et l'innovation au Mexique ou encore le 6^e Forum brésilien de l'investissement, ont réuni plus de 15 000 participants. Au Panama, la Banque a organisé un Dialogue politique régional sur l'intégration et le commerce afin d'évoquer le rôle incontournable de la région dans la sécurité alimentaire et le commerce agro-alimentaire dans le monde.

En 2023, la BID a également lancé INTEGRA, une plateforme de données sur le commerce et l'investissement, qui centralise des statistiques en la matière en vue de contribuer à la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Quant à la plateforme ConnectAmericas, elle a attiré 2,47 millions de visites uniques et 750 000 inscriptions d'entreprises de 209 pays et territoires, pour un total de 12 millions d'utilisateurs. La plateforme a également organisé des événements de mise en relation et proposé plus de **60 séances de formation en ligne**.

Connaissance, innovation et communication (KIC)

La BID est plus qu'une banque de prêt : elle est également une banque de solutions fondées sur les connaissances, ce qui représente un avantage compétitif et une source importante de valeur ajoutée pour les pays membres emprunteurs.

En 2023, la Banque a reçu le prestigieux prix **KMWorld Reality Award**, en reconnaissance de notre dévouement à l'excellence et à l'innovation dans la gestion des connaissances. La Semaine des connaissances a réuni quelque 36 000 participants de plus de 120 pays pour rapprocher l'Amérique latine et les Caraïbes de la tête du peloton mondial en matière de connaissances.



PANAMA

Un programme visant à aider les entrepreneurs du cinéma et d'autres industries créatives crée des emplois et favorise les nouvelles technologies au Panama et en Amérique centrale.

La BID a également continué à proposer un vaste éventail de programmes d'apprentissage à des utilisateurs tant internes qu'externes, y compris des nouveaux programmes pour nos spécialistes, portant sur des thèmes opérationnels. Pour le public externe, nous avons **lancé 28 nouveaux cours en ligne** qui vont de la gestion budgétaire à l'action pour le climat. **Plus de 115 000** employés du secteur public et autres en ont bénéficié dans l'ensemble de la région.

Nous avons publié un **Indice d'influence des connaissances** pour affiner notre compréhension de l'impact des connaissances une fois consommées.

Au cours de l'année, la Banque a continué à **favoriser l'innovation et la transformation numérique** grâce à diverses activités de conception, d'élaboration de prototypes et d'innovation ouverte. Parmi plus de 50 projets achevés, ALIA a proposé un guichet unique de services sociaux pour les migrants dans trois pays ; un exercice de conception prospective s'est penché

sur différents scénarios de développement multilatéral en 2033 ; et nous avons effectué l'essai pilote de solutions novatrices visant à améliorer la qualité de l'eau dans les régions rurales andines.

La Banque a continué à stimuler une culture de l'innovation en interne en élargissant les **Prix de l'innovation**, qui ont évalué un nombre record de 160 projets. La **plateforme Ideation** a permis une participation collaborative à plus de **500 initiatives dans l'ensemble de la BID**. Enfin, le programme Bare Talks, un espace qui permet aux équipes de partager leurs échecs et d'échanger autour du thème de la prise de risques, a été consolidé.

L'importance accordée depuis dix ans à l'économie créative a débouché sur de nouveaux partenariats, dialogues politiques et opérations sur le terrain, tous complétés par des activités au Centre culturel de la BID. Le **2^e Dialogue politique régional sur les industries créatives** a réuni des dirigeants de 20 pays.



COLOMBIE

Des financements pour le développement rural durable et la conservation viennent en aide aux agriculteurs dans le cadre de leurs projets d'agriculture, d'élevage et de sylviculture.

Dans le droit fil des priorités de la nouvelle administration, des **activités de communication externe** ont permis de promouvoir et de positionner l'œuvre de la Banque parmi les différentes parties prenantes et des publics influents. Ces activités ont mis en avant les résultats et les effets concrets des projets, particulièrement dans les domaines prioritaires sur le plan stratégique et illustré une nouvelle vision pour l'Amérique latine et les Caraïbes en tant que **région capable de concevoir des solutions aux défis mondiaux** comme le changement climatique et la biodiversité, la sécurité alimentaire et la transition énergétique. Elles ont permis de renforcer l'image de chef de file de la Banque dans ces domaines, à la fois dans la région et dans le monde. La BID est apparue **dans des médias internationaux et régionaux**, dont le *Financial Times*, Reuters, CNN

Brésil, *El Pais* et le *New York Times*, ainsi que de nombreux autres médias régionaux.

La communication directe avec les médias, les événements, le marketing numérique, les réseaux sociaux et les communiqués de presse ont tous **contribué au positionnement de la Banque** et, entre autres, des prêts qu'elle a approuvés, de ses publications phares, de ses événements de haut niveau. Cette fonction est également un élément important de **l'attachement de la Banque à la transparence et à la responsabilité**.

Tout au long de l'année, la BID a produit plus de 800 événements et dialogues et accueilli toutes sortes d'intervenants : présidents, entrepreneurs de pointe, experts. Le **Forum BID-Americas Partnership sur l'investissement responsable** était l'événement le plus performant de l'année en termes de mentions dans les médias. Il a exercé une

influence sur le débat public concernant le commerce et l'intégration sur le continent.

À la fin 2023, un nouveau site institutionnel de la BID a été publié, avec un contenu, une conception et des composantes techniques mis à jour. Les **canaux numériques** de la BID ont enregistré une augmentation de près de 10 % du nombre d'utilisateurs et d'abonnés. La Banque a également atteint plus de 6 millions de personnes grâce à ses blogs spécialisés. Au cours de l'année, plus de 30 stratégies de communication globales ont été produites et mises en œuvre. Des outils de visualisation des données et d'observation des conversations ont été élargis pour produire des informations en temps réel pour les représentants nationaux, les économistes et les experts en communication de la BID.

Le **Système de retour externe (EFS)**, qui permet à la Banque d'écouter les différentes parties prenantes pour évaluer leur satisfaction et sa réputation, confirme la haute estime dont notre travail continue de bénéficier.

Questions transversales

Changement climatique et viabilité environnementale

En 2023, la BID a financé 3,53 milliards de dollars d'activités qui contribuent à l'atténuation et/ou à l'adaptation au changement climatique, ce qui représente 45 % du total des approbations de l'année (mieux que l'objectif fixé de 30 %). Depuis la mise en place du Plan d'action contre le changement climatique 2020–2025, la BID a apporté un soutien à 19 pays dans le domaine de la politique climatique, notamment en contribuant à l'élaboration de stratégies à long terme et de plans nationaux pour la biodiversité. La Banque a également participé à la création de mécanismes de suivi, de rapport et de vérification. La BID était très présente lors de la COP28 à Dubaï, outre son rôle actif lors de la Semaine du climat en Amérique latine et dans les Caraïbes, qui s'est déroulée au Panama.

En 2023, 100 % des opérations de la BID présentant des risques importants en matière de catastrophes et de changement climatique ont fait l'objet d'une analyse des risques en vue d'identi-

fier des mesures de résilience. En outre, grâce à sa méthodologie de finance verte, la BID a effectué le suivi des flux financiers consacrés aux activités comportant des objectifs environnementaux comme l'utilisation durable des ressources, l'économie circulaire, la prévention et le contrôle de la pollution et la protection du capital naturel. Un examen préliminaire des approbations de 2023 a montré une hausse de 449 millions de dollars des financements verts liés à ces activités, pour un total de 3,98 milliards cette année.

Le Groupe BID a également progressé en vue de déterminer comment ses opérations s'alignent sur les engagements au titre de l'Accord de Paris, conformément aux critères définis par le Cadre conjoint d'évaluation des banques multilatérales de développement, publié lors de la COP26. Au troisième trimestre de 2023, il a été déterminé que toutes les nouvelles approbations devenues éligibles après le 1^{er} janvier 2023 étaient alignées sur l'Accord de Paris.

En 2023, la Banque a également lancé BID CLIMA, une approche fondée sur les résultats visant à encourager les investissements dans la biodiversité et le climat dans la région. Lorsque les objectifs liés à la nature et au climat d'un projet de prêt sélectionné sont atteints et vérifiés, l'emprunteur obtient une décote sous la forme d'un don appliqué au principal du prêt. Pour être admissible, le projet de prêt doit également comprendre des financements permettant au pays de renforcer les capacités de son système de suivi, de vérification et de résultats environnementaux.

Genre et diversité

Sur 92 opérations approuvées par la BID en 2023, 95 % affichaient un alignement stratégique sur les questions de genre et 77 %, de diversité. Si l'on ventile les opérations alignées en matière de diversité par groupe démographique, on obtient les données suivantes : personnes en situation de handicap, 54 % ; peuples autochtones, 26 % ; communautés LGBTQ+, 13 % ; et personnes d'ascendance africaine, 11 %. En outre, deux opérations ont été classées comme des investissements directs à part entière car leur objectif général est de remédier à des disparités de genre ou de diversité : un prêt dont

l'objectif principal est de réduire l'exclusion sociale des personnes en situation de handicap en Argentine, et un prêt visant à renforcer les politiques d'égalité et d'équité pour les femmes et les populations diverses en Colombie. En outre, 11 opérations approuvées ont été classées comme investissements directs par composante, dont 10 comportent une composante de genre, et 6, une composante de diversité.

Capacités institutionnelles et État de droit

Le renforcement des capacités institutionnelles et de l'état de droit (ICRL) est au cœur de la stratégie de la BID pour répondre aux défis de la région. En effet, ce sont des prérequis pour que les pouvoirs publics soient en mesure d'exécuter leurs fonctions et services essentiels et pour attirer l'investissement dans le secteur privé. Étant donné que cette question constitue l'un des trois thèmes transversaux de la Stratégie de la BID, en 2023, la Banque a mis en œuvre une note d'orientation dont l'objectif est que le Groupe de la BID prenne ces thèmes en compte de manière encore plus systématique lors du cycle de stratégie pays. Ces orientations ont été appliquées lors de la préparation des CDC pour le Paraguay et Haïti.

En outre, l'année dernière, la Banque a encore davantage systématisé la prise en compte du thème ICRL grâce à des interventions projet dans les domaines clés suivants. D'abord, elle a renforcé les capacités organisationnelles et techniques du secteur public pour mettre en œuvre efficacement les politiques. Cela a été rendu possible en améliorant les systèmes fondamentaux de gestion responsables de la production et de la répartition des ressources financières (collecte de l'impôt, gestion budgétaire, marchés publics), ainsi que de la gestion des ressources pour la production et la mise à disposition de services (planification stratégique, ressources humaines, chaînes d'approvisionnement, infrastructures publiques, données/statistiques et administration numérique). Ensuite, la Banque a poursuivi ses travaux visant à prévenir

la corruption grâce à des normes de gouvernance ouverte et de transparence renforcées dans la région. La BID a par ailleurs continué d'aider les États qui œuvrent à l'amélioration de la sécurité des citoyens et du respect des droits fondamentaux grâce à des réformes des institutions de sécurité et du système de justice pénale.

Enfin, la transformation numérique est demeurée une priorité transversale, à la fois en ce qui concerne le cadre facilitant l'adoption du numérique (gouvernance et institutions, cadre réglementaire, talent numérique, cybersécurité) et la modernisation numérique de secteurs spécifiques.

Accès à l'information

En 2023, la Section Accès à l'information de la BID a davantage affiné la nouvelle proposition de politique en la matière en tenant compte de retours reçus lors du processus de consultations publiques mené en 2022 et de contributions et commentaires techniques supplémentaires transmis par la Direction et le Conseil d'administration en 2023. Grâce à ces éléments, la nouvelle proposition de politique en matière d'accès à l'information est plus claire dans sa formulation, assure une communication plus proactive et simplifie les procédures de demande d'informations.

Cette nouvelle proposition renforce l'attachement fondamental de la BID à la transparence tout en trouvant un équilibre qui tient compte de la réalité des activités de la Banque dans la région. En 2023, la BID a obtenu le troisième meilleur classement du nouvel Indice de transparence des institutions de finance du développement, un indicateur comparatif de la transparence des principales institutions de ce type dans le monde, ce qui démontre la façon dont les normes et les pratiques de la BID en la matière sont perçues en-dehors de l'organisation. La BID a également obtenu la troisième place de l'Indice sur la transparence de l'aide, un indicateur en place depuis plus longtemps. Une fois adoptée la nouvelle politique d'accès à l'information, la BID pourrait améliorer encore son classement.

TABLEAU II ● Projets à garantie souveraine approuvés en 2023, par pays (en millions de dollars)

Pays	Intitulé	Type	Coût du projet
Argentine	Programme provincial de services agricoles V – PROSAP V	ESP	325,0
	Programme de cybersécurité des infrastructures informatiques critiques	ESP	30,0
	Programme de soutien aux petits producteurs viticoles en Argentine II (PROVIAR II)	ESP	50,0
	Programme de soutien aux exportations de l'économie du savoir	ESP	35,0
	Première opération individuelle du Programme pour l'intégration du système de santé argentin	LBR	200,0
	Programme d'amélioration de l'intégration et du logement social en milieu urbain	LBR	150,0
	Programme de soutien à l'inclusion sociale des personnes en situation de handicap	LBR	265,0
	Renforcement des parcours éducatifs dans la province de Buenos Aires	LBR	150,0
	Programme de soutien aux politiques publiques au service d'une croissance durable et résilience en Argentine II	PBP	350,0
	Programme de développement de la production et des exportations pour la province de Salta	ESP	50,0
Bahamas	Programme d'amélioration de la connectivité Chaco-Corrientes : un nouveau pont à travers le fleuve Parana – Première opération individuelle	ESP	445,0
	Renforcement de la gouvernance de la gestion des risques de catastrophe aux Bahamas	PBP	160,0
	Programme pour le développement durable résilient de l'économie bleue aux Bahamas	PBG	400,0
Barbade	Programme de renforcement des services sociaux à la Barbade	PBP	100,0
Belize	Programme de mise en avant de la croissance durable dans l'économie bleue	ESP	7,0
	Programme d'approvisionnement en eau et de modernisation	GOM	6,0
	Programme d'eau et assainissement pour les zones rurales	GOM	4,6
	Programme Compétences pour l'avenir	ESP	15,2
Bolivie	Programme d'intégration urbaine : parc linéaire pour La Paz et El Alto	ESP	30,0
	Programme d'expansion du réseau Mi Teleferico pour une mobilité électrique durable et inclusive à La Paz	ESP	62,0
	Programme d'intégration urbaine, d'efficacité énergétique et de mobilité urbaine à Sucre	ESP	43,0
	Programme d'électrification en milieu rural III	GOM	200,0
Brésil	Projet de modernisation de la gestion budgétaire pour l'État de Santa Catarina – PROFISCO II SC	ESP	55,6
	Programme pour l'expansion et la modernisation des infrastructures et de l'offre éducative afin de garantir le droit à l'apprentissage dans l'État de Para (Éducation dans l'ensemble de Para)	GOM	125,0
	Programme pour l'expansion et l'amélioration de l'éducation de la petite enfance, des écoles primaires et des collèges à Florianopolis – deuxième phase (PRAEB2)	GOM	84,8
	ProMorar Brasil – Promotion des nouvelles stratégies de logement au Brésil pour les populations à faible revenu	LBR	54,6
	Programme de soutien à la pérennité budgétaire de l'État de Rio Grande do Sul – Pro-Sustainability RS	LBR	500,0
	Programme de planification de l'aménagement urbain et de l'utilisation des terres à Linhares	GOM	70,0

(suite à la page suivante)

TABLEAU II ● Projets à garantie souveraine approuvés en 2023, par pays (en millions de dollars) (suite)

Pays	Intitulé	Type	Coût du projet
Brésil	Programme de modernisation et d'amélioration de la qualité des systèmes de santé à Ourinhos – SP	ESP	50,0
	Programme d'investissement des axes routiers majeurs de l'État de Sao Paulo – Phase III	GOM	686,1
	Programme de résilience et de revitalisation urbaine dans les zones vulnérables sur le plan social et environnemental – ProMorar Recife	GOM	325,0
	Programme de développement productif pour la région du Nord-Est (PRODEPRO)	GCR	300,0
	Décarbonisation de Para : Projet de réforme politique pour le développement durable en Amazonie	PBL	300,0
	Programme de développement social et de pérennité budgétaire pour la municipalité de Porto Alegre (PORTOALEGRE+)	ESP	127,5
	Porto Alegre Municipality's Social Development with Fiscal Sustainability Program (PORTOALEGRE +)	LBR	60,0
Chili	Programme d'appui au développement de l'industrie de l'hydrogène vert au Chili	LBR	400,0
	Programme de soutien aux objectifs d'administration numérique du Chili	LBR	100,0
	Soutien au renforcement des systèmes d'intégrité et de transparence au Chili II	PBP	100,0
Colombie	Programme d'efficacité énergétique et d'énergie durable dans les Caraïbes (PEECES)	ESP	34,5
	Ligne 2 du métro de Bogota (L2MB)	ESP	50,0
	Programme de soutien à des politiques budgétaires durables et équitables	PBP	500,0
	Programme de soutien à l'accès au crédit productif durable et inclusif pour les MPME colombiennes	GCR	200,0
	Programme de renforcement des politiques d'égalité et d'équité pour les femmes et les populations diverses en Colombie	PBP	500,0
	Programme BiodiverCity et équité urbaine à Barranquilla	LBR	100,0
Costa Rica	Programme global de sécurité des citoyens et de prévention des violences pour l'inclusion des groupes migrants vulnérables	ESP	20,0
	Programme d'infrastructures routières et de mobilité urbaine : une connectivité résiliente	ESP	225,0
El Salvador	Programme d'accès au crédit pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME)	GCR	100,0
	Programme de soutien à l'accès universel à l'énergie au Salvador.	GOM	93,0
	Protection sociale réactive aux chocs au Salvador	ESP	100,0
Équateur	Renforcement de l'écosystème d'innovation sur le littoral équatorien	ESP	40,0
	Réduction de la fracture numérique dans le domaine de l'éducation en Équateur	ESP	45,0
	Programme d'investissement dans l'eau et l'assainissement en Équateur	GOM	125,0
	Renforcement du système national d'alerte précoce multi-dangers	ESP	11,9
	Soutien à la transition énergétique et à la promotion des investissements dans le secteur de l'énergie de l'Équateur	PBP	500,0
	Programme pour les routes en milieu rural PROVIAL 2	GOM	80,0
	Solutions de logement pour les populations pauvres et vulnérables	GCR	107,7
	Soutien à l'engagement à l'emploi pour l'efficacité des politiques d'emploi	ESP	25,5
Guatemala	Programme de soutien à l'élargissement de l'enseignement secondaire	ESP	100,0
Guyana	Programme de soutien à la reprise et à la transformation de l'éducation	GOM	90,0
	Soutien aux services humains au Guyana	PBP	30,0
Haïti	Lutter contre l'insécurité alimentaire et favoriser la résilience grâce à des filets de sécurité pour les populations vulnérables	ESP	50,0

(suite à la page suivante)

TABLEAU II ● Projets à garantie souveraine approuvés en 2023, par pays (en millions de dollars) (suite)

Pays	Intitulé	Type	Coût du projet
	Plan de soutien au secteur éducatif en Haïti 2.0	ESP	15,0
Honduras	Programme de modernisation et de professionnalisation globales pour les Services de police nationale au Honduras	ESP	50,0
	Programme de réforme des services d'eau et assainissement dans le District central II	PBP	56,1
Honduras	Programme d'urgence en réponse à la tempête tropicale Julia	IRF	20,0
	Programme de renforcement du réseau hospitalier	ESP	311,8
	Programme de soutien au recensement de la population et du logement et au renforcement du Système statistique national	ESP	50,0
Mexique	Soutien au développement des projets d'adaptation au changement climatique en milieu rural (FIRA)	GCR	100,0
	Programme d'appui aux mobilités sûres, inclusives et durables au Mexique	PBP	600,0
Niveau régional	Programme de modernisation du complexe hydroélectrique binational de Salto Grande – Phase II-a	ESP	150,0
Panama	Création et développement du Fonds panaméen de garantie	GCR	150,0
	Programme d'inclusion et de développement sociaux, Phase II	ESP	20,0
	Soutien à la transformation numérique de l'appareil judiciaire panaméen	ESP	41,1
	Programme d'appui à une transition énergétique juste, propre et durable I	PBP	200,0
	Programme de soutien à la recherche et à l'innovation au service de la productivité	ESP	37,5
Paraguay	Programme de soutien à la transformation du secteur public II	PBP	150,0
	Renforcement des services du réseau hospitalier de San Estanislao	ESP	60,0
Pérou	Projet d'investissement pour l'amélioration et l'expansion de l'eau potable, des égouts salubres et des services de traitement des eaux usées dans les districts de Zarumilla et Aguas Verdes, département de Tumbes, province de Zarumilla	ESP	77,2
	Programme d'infrastructures routières au service de la compétitivité régionale (PROREGION 2)	GOM	818,2
	Projet transformation numérique et équité	ESP	74,2
	Programme de réforme de soutien à la reprise et à la compétitivité économiques II	DDP	300,0
	Projet d'expansion et d'amélioration des services d'eau potables et d'égouts de la ville de Juliaca (Puno)	ESP	425,2
République dominicaine	Projet de gestion durable des littoraux	GOM	70,0
	Programme de financement des investissements durables et d'amélioration de la productivité dans le secteur agricole de la République dominicaine	GCR	120,0
	Programme d'action climatique pour une croissance économie soutenue	PBP	400,0
Surinam	Programme national de soutien au recensement de la population et au système statistique national du Suriname	ESP	20,0
	Soutien aux politiques de gestion publique et de transparence au Suriname	PBP	150,0
Trinité-et-Tobago	Programme d'accélération des objectifs de transformation numérique	ESP	42,0
Uruguay	Programme d'amélioration des systèmes d'eau potable – Phase I	GOM	30,0
	Programme d'amélioration productif des routes en milieu rural II	GOM	100,0
	Programme de transformation numérique de la gestion budgétaire	ESP	24,4
	Programme global de sécurité des citoyens II	ESP	10,0
	Programme de soutien à la réforme des politiques en matière de ressources hydriques et de déchets solides	PBP	200,0

TOTAL GÉNÉRAL

14 416,7

TABLEAU III ● Souscriptions au capital social, quotes-parts des contributions et nombre de voix au 31 décembre 2023, as of December 31, 2023 (En millions de dollars des États-Unis) ^a

Pays membres	Capital ordinaire				% du nombre total de voix ^b
	Fraction souscrite du Capital ordinaire			Total	
	Libérée	Exigible	Capital d'apport additionnel ^c		
Membres régionaux en développement					
Argentine	\$ 672,9	\$ 18 742,5	\$ 303,3	19 718,7	11,354
Bahamas	\$ 15,1	\$ 341,4	\$ 6,0	362,5	0,209
Barbade	\$ 8,1	\$ 224,8	\$ 1,1	234,0	0,137
Belize	\$ 9,3	\$ 189,9	\$ 4,1	203,3	0,117
Bolivie	\$ 54,0	\$ 1 505,7	\$ 28,6	1 588,3	0,913
Brésil	\$ 672,9	\$ 18 742,5	\$ 325,5	19 740,9	11,354
Chili	\$ 184,8	\$ 5 147,2	\$ 94,0	5 425,9	3,119
Colombie	\$ 184,8	\$ 5 147,2	\$ 91,0	5 423,0	3,119
Costa Rica	\$ 27,0	\$ 753,3	\$ 13,8	794,1	0,457
El Salvador	\$ 27,0	\$ 751,3	\$ 12,8	791,0	0,456
Équateur	\$ 36,0	\$ 1 002,5	\$ 18,0	1 056,6	0,608
Guatemala	\$ 34,7	\$ 951,2	\$ 19,3	1 005,2	0,577
Guyana	\$ 10,5	\$ 264,1	\$ 4,7	279,4	0,162
Haïti	\$ 27,0	\$ 751,3	\$ 12,9	791,2	0,456
Honduras	\$ 27,0	\$ 753,3	\$ 15,5	795,8	0,457
Jamaïque	\$ 34,7	\$ 951,2	\$ 17,0	1 003,0	0,577
Mexique	\$ 432,6	\$ 12 048,4	\$ 197,4	12 678,4	7,299
Nicaragua	\$ 27,0	\$ 751,3	\$ 14,2	792,4	0,456
Panama	\$ 27,0	\$ 751,3	\$ 14,9	793,1	0,456
Paraguay	\$ 27,0	\$ 751,3	\$ 16,6	794,9	0,456
Pérou	\$ 90,1	\$ 2 508,9	\$ 47,3	2 646,3	1,521
République dominicaine	\$ 36,1	\$ 1 005,2	\$ 20,0	1 061,3	0,610
Suriname	\$ 7,2	\$ 143,8	\$ 3,4	154,5	0,089
Trinité-et-Tobago	\$ 26,0	\$ 712,8	\$ 12,5	751,4	0,433
Uruguay	\$ 72,2	\$ 2 010,5	\$ 33,2	2 115,9	1,219
Venezuela	\$ 249,3	\$ 5 568,5	\$ 171,0	5 988,8	3,403
Total membres régionaux en développement	3 020,3	82 471,4	1 498,1	86 989,9	50,015
Canada	\$ 241,7	\$ 6 598,8	\$ 185,8	7 026,3	4,001
États-Unis d'Amérique	\$ 1 813,1	\$ 49 500,7	\$ 2 923,3	54 237,1	30,006
Membres extra-régionaux					
Allemagne	\$ 114,5	\$ 3 126,4	\$ 127,8	3 368,7	1,896
Autriche	\$ 9,6	\$ 263,4	\$ 11,2	284,2	0,161
Belgique	\$ 19,8	\$ 541,7	\$ 23,6	585,1	0,329
Chine	\$ 0,2	\$ 5,0	\$ 123,9	129,1	0,004
Corée, république de	\$ 0,2	\$ 5,0	\$ 1,0	6,1	0,004
Croatie	\$ 2,9	\$ 80,2	\$ 3,5	86,7	0,050
Danemark	\$ 10,3	\$ 280,0	\$ 11,1	301,4	0,171
Espagne	\$ 117,4	\$ 3 241,8	\$ 120,0	3 479,2	1,965
Finlande	\$ 9,6	\$ 263,4	\$ 10,6	283,6	0,161
France	\$ 114,5	\$ 3 126,4	\$ 123,3	3 364,2	1,896
Israël	\$ 9,5	\$ 259,7	\$ 9,1	278,3	0,158
Italie	\$ 117,4	\$ 3 241,8	\$ 121,0	3 480,1	1,965
Japon	\$ 302,1	\$ 8 248,8	\$ 326,6	8 877,5	5,001
Norvège	\$ 10,3	\$ 280,0	\$ 10,9	301,1	0,171
Pays-Bas	\$ 14,6	\$ 325,6	\$ 18,6	358,9	0,200
Portugal	\$ 3,2	\$ 89,2	\$ 4,4	96,9	0,055
Royaume-Uni	\$ 58,1	\$ 1 588,0	\$ 98,6	1 744,8	0,964
Slovénie	\$ 1,8	\$ 49,0	\$ 1,9	52,8	0,031
Suède	\$ 19,7	\$ 538,3	\$ 22,7	580,7	0,327
Suisse	\$ 28,4	\$ 776,3	\$ 37,4	842,1	0,471
Total membres extra-régionaux	964,1	26 330,0	1 207,2	28 501,5	15,979
TOTAL GÉNÉRAL	6 039	164 901	5 815	176 755	100,0

^a Les chiffres ayant été arrondis, les totaux partiels et généraux ne correspondent pas nécessairement à la somme de leurs divers éléments.

^b Chaque pays membre possède le même nombre de voix pour les décisions concernant le Capital ordinaire et le FOS. Sauf stipulation contraire dans l'Accord constitutif de la Banque, toutes les questions sont décidées à la majorité du nombre de voix total des pays membres.

^c Sans impact sur le nombre de voix.

TABLEAU IV ● Frais administratifs consolidés (En millions de dollars des États-Unis)

Catégorie	2021	2022	2023
Assemblée des gouverneurs	1,0	1,2	2,6
Conseil d'administration	20,6	20,9	22,2
Bureau de l'évaluation et de la surveillance	7,0	6,8	8,6
Mécanisme indépendant de consultation et d'investigation (MEC)	1,8	2,1	2,7
Tribunal administratif	1,1	1,0	1,0
Siège social et agences nationales	542,0	571,0	587,1
Total des frais administratifs bruts^{a,b,c,d,e}	573,5	603,0	624,2
Remboursement avec les fonds administrés par la Banque et BID Invest	(19,6)	(19,0)	(24,0)
Remboursements de BID Lab et INTAL, revenus administratifs	(12,5)	(12,0)	(22,0)
Total des frais administratifs nets	541,4	572,0	578,2
Capital	50,8	58,1	62,8
Total des frais administratifs nets et capital	592,2	630,1	641,0

^a N'inclut pas les amortissements d'un montant de 48,8 millions, 51,4 millions et 56,4 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement.

^b N'inclut pas les coûts des régimes de pension de retraite d'un montant de 213,6 millions, 213,8 millions et 111,7 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement.

^c N'inclut pas les dépenses non capitalisées au titre des projets d'investissement d'un montant de 3,6 millions, 2,9 millions et 1,3 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement.

^d Inclut les frais prépayés d'un montant de 5,7 millions, 4,8 millions et 2,0 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement.

^e N'inclut pas les dépenses remboursées avec des fonds administrés par la banque d'un montant de 6,1 millions, 6,8 millions et 13,8 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement. N'inclut pas les dépenses remboursées avec les fonds de BID Invest d'un montant de 11,7 millions, 12,2 millions et 13,0 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement. N'inclut pas les dépenses payées à BID Invest d'un montant de 67,2 millions, 69,9 millions et 28,1 millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement. N'inclut pas non plus les autres dépenses non budgétaires d'un montant de (1,2) millions, 2,1 millions et (10,4) millions en 2021, 2022 et 2023, respectivement.

TABLEAU V ● Sommaire des rémunérations – Conseil d'administration de la BID
(Données au 31 décembre 2023) (En dollars des États-Unis)

Intitulés des postes des représentants	Salaire net maximum autorisé	Personnes à ce poste (en %) ^c	Salaire net moyen	Coût moyen des avantages ^d
Directeur exécutif ^a	254 972	19 %	254 972	80 316
Directeur exécutif suppléant ^a	219 988	18 %	219 988	69 296
Conseiller principal ^b	175 990	21 %	171 967	54 170
Conseiller	175 990	28 %	165 171	52 029
Conseiller adjoint	131 991	15 %	120 942	38 097

^a Les directeurs exécutifs et les directeurs exécutifs suppléants ayant un salaire fixé, les montants indiqués comme salaire net maximum autorisé et salaire net moyen sont les mêmes. Les chiffres ci-dessus ne s'appliquent pas à le directeur exécutif et à le directeur exécutif suppléant pour les États-Unis, qui font l'objet des plafonds salariaux du Congrès des États-Unis.

^b Les chiffres indiqués pour le poste de conseiller principal ne prennent pas en considération l'indemnité exécutive annuelle de \$6 120 qui est à la discrétion du président du bureau de chaque directeur exécutif.

^c N'inclut pas les postes vacants et les assistants de bureau, et reflète l'arrondissement des chiffres.

^d Représente le coût moyen des avantages par emploi, y compris les assurances-maladie, les assurances-vie et les assurances-invalidité, les prestations de cessation d'emploi et les avantages complémentaires non liés à la retraite.

TABLEAU VI ● Rémunérations – Direction de la BID Données au 31 décembre 2023
(en dollars des États-unis)

Échelon	Nom	Intitulé de poste	Salaire net annuel	Coût moyen des avantages ^a
P	Goldfajn, Ilan	Président ^b	481 517	192 607
E1	Schwartz, Jordan	Vice-président exécutif	425 000	170 000
E2	Gonzalez, Anabel	Vice-président pour les pays	408 000	163 200
E2	De Rosa, Gustavo Alberto	Vice-président des finances et de l'administration	399 326	159 730
E2	Ibañez Londono, Ana Maria	Vice-président des secteurs et des connaissances	356 186	142 474
E4	Arias Hofman, Irene	Directrice générale, BID Lab	347 386	138 954

^a Représente le montant moyen budgétisé, comprenant l'assurance médicale, vie et invalidité, les indemnités de fin de contrat de travail acquises et autres avantages hors salaire.

^b Le salaire du président ne comprend pas l'indemnité de cadre de 86 176 dollars.

TABLEAU VII ● Structure salariale – Personnels internationaux (au 31 décembre 2023)
(en dollars des États-Unis)

Échelon	Intitulés des postes des représentants	Grille des salaires minimum	Grille des salaires maximum	Personnel à cet échelon (%)	Salaire moyen	Prestations moyennes budgétisées ^a
P	Président ^b		481 517	0,1 %	481 517	192 607
E1	Vice-président exécutif	343 800	448 000	0,1 %	425 000	170 000
E2	Vice-président	316 500	427 000	0,2 %	387 837	155 135
E3	Directeur/Autres rôles de direction	289 500	420 000	0,4 %	358 014	143 206
E4		249 600	375 000	0,4 %	331 186	132 474
E5		221 900	333 200	1,1 %	260 811	104 324
R	Représentant national	200 100	308 900	1,3 %	232 237	92 895
1	Chef de division – Responsable technique principal/conseiller principal	200 100	308 900	3,8 %	244 249	97 700
2	Chef d'unité – Spécialiste principal/ conseiller principal	177 100	273 800	8,7 %	208 587	83 435
3	Spécialiste principal/ conseiller principal	150 100	240 000	17,2 %	172 911	69 164
4	Spécialiste principal	132 100	211 200	24,9 %	147 521	59 009
5	Spécialiste	120 300	180 500	18,3 %	128 077	51 231
6	Attaché principal d'administration	107 100	160 200	9,7 %	113 026	45 210
7	Attaché d'administration	95 100	142 500	5,5 %	102 858	41 143
8	Analyste en chef – coordinateur administratif en chef	83 400	124 900	4,7 %	93 094	37 237
9	Analyste – coordinateur administratif	73 700	110 400	2,8 %	83 461	33 384
10	Adjoint principal	59 500	94 900	0,6 %	63 882	25 553
11	Adjoint	52 000	82 800	0,4 %	56 358	22 543

^a Representa el monto promedio presupuestado por grado; incluye el seguro médico, de vida e invalidez, beneficios por terminación acumulados y otros beneficios no salariales.

^b El salario del Presidente no incluye el subsidio ejecutivo de US\$86.176.

TABLEAU VIII ● Personnels internationaux – Sommaire de la répartition des primes par catégorie de poste et par genre

La BID verse différents types de primes en vue de reconnaître la performance du personnel et les changements de fonctions : (i) les augmentations de salaire fondées sur la performance (ou primes au mérite) ; (ii) les augmentations de salaire à la suite d'une promotion ; et (iii) les salaires variables. Le tableau ci-dessous regroupe tous ces éléments de primes et fournit une vue générale de la répartition mise en œuvre en 2023 pour le cycle d'évaluation des performances de 2022. En outre, il indique la répartition des différents éléments de prime entre les genres.

Grades	Grades			
	Direction E1–E5	Cadre R/1–3	Technique 1–9	Soutien 8–12
Répartition du personnel (en %)	2,0%	4,6%	90,6%	2,8%
TOTAL (En dollars des États-Unis)				
Primes exceptionnelles au mérite	327 290	902 035	11 935 296	193 257
% du salaire total	3,5 %	5,8 %	6,1 %	6,0 %
Paiements pour promotions	—	—	800 042	22 407
% du salaire total	—	—	5,2 %	6,8 %
Total salaire variable	—	298 127	2 853 402	40 733
% du salaire total	—	1,9 %	1,4 %	1,3 %
HOMMES (48 % de l'effectif total)	84 %	57 %	48 %	9 %
Primes exceptionnelles au mérite	279 545	510 814	6 071 012	16 463
% du salaire total	3,5 %	5,7 %	6,0 %	5,0 %
Paiements pour promotions	—	—	402 190	—
% du salaire total	—	—	5,3 %	—
Total salaire variable	—	177 919	1 441 755	—
% du salaire total	—	2,0 %	1,4 %	—
FEMMES (52 % de l'effectif total)	16 %	43 %	52 %	91 %
Primes exceptionnelles au mérite	47 745	391 221	5 864 284	176 794
% du salaire total	3,0 %	6,0 %	6,1 %	6,1 %
Paiements pour promotions	—	—	397 852	22 407
% du salaire total	—	—	5,1 %	6,8 %
Total salaire variable	—	120 208	1 411 647	40 733
% du salaire total	—	1,9 %	1,5 %	1,4 %

Tous les montants correspondent aux sommes versées en 2023 pour le cycle d'évaluation des performances de 2022. Montants pour les personnels internationaux, exprimés en USD.

ANNEXE I ● List des gouverneurs de la BID au 31 décembre 2023

Pays	Fonction	Nom
Allemagne	Gouverneur	M. Niels Annen
Allemagne	Gouverneur suppléant	M. Ruediger von Kleist
Argentine	Gouverneur	M. Luis Andrés Caputo
Argentine	Gouverneur suppléant	M. Pablo Quirno Magrane
Autriche	Gouverneur	M. Magnus Brunner
Autriche	Gouverneur suppléant	Mme. Edith Frauwallner
Bahamas	Gouverneur	L'honorable Michael Halkitis
Bahamas	Gouverneur suppléant	M. Simon Wilson
Barbade	Gouverneur	L'honorable Mia Amor Mottley
Barbade	Gouverneur suppléant	M. Ian Carrington
Belgique	Gouverneur	M. Vincent Van Peteghem
Belgique	Gouverneur suppléant	Mme. Caroline Gennez
Belize	Gouverneur	L'honorable John Briceño
Belize	Gouverneur suppléant	M. Christopher Coye
Bolivie	Gouverneur	M. Sergio Armando Cusicanqui Loayza
Bolivie	Gouverneur suppléant	M. Marcelo Alejandro Montenegro Gómez García
Brésil	Gouverneur	Mme. Simone Nassar Tebet
Brésil	Gouverneur suppléant	M. Fernando Haddad
Canada	Gouverneur	L'honorable Ahmed Hussen
Canada	Gouverneur suppléant	M. Rick Stewart
Chili	Gouverneur	M. Mario Marcel Cullell
Chili	Gouverneur suppléant	Mme. Heidi Berner Herrera
Chine	Gouverneur	M. Gongsheng Pan
Chine	Gouverneur suppléant	M. Changneng Xuan
Colombie	Gouverneur	M. Ricardo Bonilla González
Colombie	Gouverneur suppléant	M. Jorge Iván González
Corée, république de	Gouverneur	M. Kyungho Choo
Corée, république de	Gouverneur suppléant	M. Chang Yong RHEE
Costa Rica	Gouverneur	M. Nogui Acosta Jaén
Costa Rica	Gouverneur suppléant	M. Roger Madrigal López
Croatie	Gouverneur	M. Marko Primorac
Croatie	Gouverneur suppléant	M. Stipe Župan
Danemark	Gouverneur	M. Ole Thonke
Danemark	Gouverneur suppléant	Mme. Marie-Louise Koch Wegter
El Salvador	Gouverneur	M. Jerson Rogelio Posada Molina
El Salvador	Gouverneur suppléant	M. Douglas Pablo Rodríguez Fuentes
Équateur	Gouverneur	M. Juan Carlos Vega Malo
Équateur	Gouverneur suppléant	M. Guillermo Avellán
Espagne	Gouverneur	Mme. Nadia Calviño Santamaría
Espagne	Gouverneur suppléant	M. Gonzalo García Andrés
États-Unis d'Amérique	Gouverneur	S.E. l'Honorable Andrew Baukol
États-Unis d'Amérique	Gouverneur suppléant	M. Jose W. Fernandez
Finlande	Gouverneur	M. Pasi Hellman
Finlande	Gouverneur suppléant	Mme. Titta Maja
France	Gouverneur	M. Bruno Le Maire
France	Gouverneur suppléant	M. Emmanuel Moulin
Guatemala	Gouverneur	M. Edwin Oswaldo Martínez Cameros

(suite à la page suivante)

ANNEXE I ● List des gouverneurs de la BID au 31 décembre 2023 *(suite)*

Pays	Fonction	Nom
Guatemala	Gouverneur suppléant	M. Álvaro González Ricci
Guyana	Gouverneur	L'honorable Bharrat Jagdeo
Guyana	Gouverneur suppléant	M. Ashni Singh
Haïti	Gouverneur	M. Michel Patrick Boisvert
Honduras	Gouverneur	Mme. Rixi Ramona Moncada Godoy
Honduras	Gouverneur suppléant	Mme. Rebeca Patricia Santos Rivera
Israël	Gouverneur	M. Bezalel Smotrich
Israël	Gouverneur suppléant	M. Shmuel Abramzon
Italie	Gouverneur	M. Giancarlo Giorgetti
Italie	Gouverneur suppléant	M. Fabio Panetta
Jamaïque	Gouverneur	L'honorable Nigel Clarke
Jamaïque	Gouverneur suppléant	Mme. Darlene Morrison
Japon	Gouverneur	M. Shunichi Suzuki
Japon	Gouverneur suppléant	M. Kazuo Ueda
Mexique	Gouverneur	M. Rogelio Eduardo Ramírez de la O
Mexique	Gouverneur suppléant	M. Gabriel Yorio
Nicaragua	Gouverneur	M. Ivan Adolfo Acosta Montalván
Nicaragua	Gouverneur suppléant	M. Manuel Coronel Novoa
Norvège	Gouverneur	Mme. Bjørg Sandkjær
Norvège	Gouverneur suppléant	M. Bjørn Brede Hansen
Panamá	Gouverneur	M. Héctor E. Alexander H.
Panamá	Gouverneur suppléant	M. Javier Enrique Carrizo Esquivel
Paraguay	Gouverneur	M. Carlos Fernández Valdovinos
Paraguay	Gouverneur suppléant	M. Javier Charotti
Pays-Bas	Gouverneur	Mme. E.N.A.J. (Liesje) Schreinemacher
Pays-Bas	Gouverneur suppléant	Mme. K. (Kitty) van der Heijden
Pérou	Gouverneur	M. Alex Alonso Contreras Miranda
Pérou	Gouverneur suppléant	M. José Carlos Chávez Cuentas
Portugal	Gouverneur	M. Fernando Medina
Portugal	Gouverneur suppléant	M. Francisco André
République dominicaine	Gouverneur	M. José Manuel Vicente Dubocq
République dominicaine	Gouverneur suppléant	M. Pavel Ernesto Isa Contreras
Royaume-Uni	Gouverneur	S.E. l'Honorable Andrew Mitchell MP
Royaume-Uni	Gouverneur suppléant	M. David Rutley
Slovénie	Gouverneur	M. Klemen Boštjančič
Slovénie	Gouverneur suppléant	Mme. Nikolina Prah
Suède	Gouverneur	Mme. Diana Janse
Suède	Gouverneur suppléant	Mme. Sigrún Rawet
Suisse	Gouverneur	S.E. l'Ambassadeur Dominique Paravicini
Suisse	Gouverneur suppléant	S.E. l'Ambassadeur Arno Wicki
Suriname	Gouverneur	M. Kermechend Raghoebarsing
Trinité-et-Tobago	Gouverneur	L'honorable Pennelope Beckles
Trinité-et-Tobago	Gouverneur suppléant	Mme. Marie Hinds
Uruguay	Gouverneur	Mme. Azucena María Arbeleche Perdomo
Uruguay	Gouverneur suppléant	M. Alejandro Irastorza Mautone
Venezuela	Gouverneur suppléant	Mme. Mariela Magallanes

ANNEXE II ● Administrateurs et suppléants

Administrateurs Administrateurs suppléants		Nombre de voix	Pourcentage des voix
Marcelo Daniel Barg (Argentine) Vacant (Argentine)	Élu par : Argentine et Haïti	1 674 226	11,810
Alberto Nadal Belda (Espagne) Martin Hessel (Suède)	Élu par : Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Norvège et Suède	687 703	4,851
Robert Lennard Le Hunte (Trinité-et-Tobago) Navita Anganu (Guyana)	Élu par : Bahamas, Barbade, Guyana, Jamaïque et Trinité-et-Tobago	215 269	1,518
Adolfo Di Carluccio (Italie) Frank Fass-Metz (Allemagne)	Élu par : Allemagne, Belgique, Chine, Israël, Italie, Pays-Bas et Suisse	712 259	5,024
Eddy Carpio Sam (Guatemala) Karen Cis Rosales (Honduras)	Élu par : Belize, Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua	357 450	2,521
Mario Alberto Guillen Suarez (Bolivie) Viviana Andrea Garay Estepa (Paraguay)	Élu par : Bolivie, Paraguay et Uruguay	366 858	2,588
Paulo Guilherme Farah Correa (Brésil) Anita Fiori de Abreu (Brésil)	Élu par : Brésil et Suriname	1 622 236	11,443
Caroline Leclerc (Canada) David Hewitt (Canada)	Élu par : Canada	567 174	4,001
Carlos Eduardo Alvarez Voullieme (Chili) Jorge Emilio Gallardo Zavala (Équateur)	Élu par : Chili et Équateur	528 355	3,727
Roy Alejandro Barreras Cortes (Colombie) Michel Canta Terreros (Pérou)	Élu par : Colombie et Pérou	657 710	4,639
Takashi Hanajiri (Japon) Andrew Clark (Royaume-Uni)	Élu par : Corée, Croatie, Japon, Portugal, Royaume-Uni et Slovénie	865 302	6,104
Mario Alejandro Gaytán González (Mexique) Ernesto A. Selman Mejía (République dominicaine)	Élu par : République dominicaine et Mexique	1 121 196	7,909
Gustavo Tarre Briceño (Venezuela) Carlos Alberto Vallarino Rangel (Panama)	Élu par : Panama et Venezuela	547 051	3,859
Vacante (États-Unis d'Amérique) Maria Fabiana Jorge (États-Unis d'Amérique)	Élu par : États-Unis d'Amérique	4 253 799	30,006
TOTAL		14 176 588	100,00

Au 31 décembre 2023.

* Il est possible que le total de 100 % ne corresponde pas à la somme des pourcentages individuels car les chiffres ont été arrondis.

ANNEXE III ● Administrateurs généraux

Président	Ilan Goldfajn
Vice-président exécutif	Jordan Schwartz
Vice-président pour les pays	Anabel González
Vice-président des secteurs et des connaissances	Ana María Ibañez
Vice-président des finances et de l'administration	Gustavo De Rosa
Chef, cabinet de la présidence	Andre Soares
Conseillère exécutive du Président	Amanda Glassman
Économiste en chef et directeur, Département de recherche	Eric Parrado Herrera
Directrice générale, Département géographique pays du cône sud	María Florencia Attademo-Hirt
Directeur général a.i., Département géographique Groupe des pays andins	Miguel Coronado
Directeur général, Amérique Centrale, Haïti, Mexique, Panamá et République dominicaine et Département géographique – République dominicaine	Tomás Bermúdez
Directeur général, Département géographique – Groupe Caraïbes	Anton Edmunds
Secrétaire de la Banque	Gerardo Corrochano
Conseiller et Directeur général, Département juridique	John Scott
Conseiller du chef du bureau du vice-président exécutif	Nestor Roa
Directeur général, Département des finances et Directeur financier	Gustavo De Rosa
Directeur général, Bureau de la planification stratégique et de l'efficacité du développement et Directeur de l'efficacité du développement	Alexandre Meira da Rosa
Directeur général, Département du budget et des services administratifs	Diego Murguiondo
Directrice générale, Département des ressources humaines	Beatriz López-Galvis
Directeur général, Département des technologies de l'information et Directeur des systèmes d'information	Jean-Michel Baudoin
Directrice générale, BID Lab	Irene Arias Hofman
Directeur d'audit interne, Direction de l'audit interne	Alan Kato
Directeur, Secteur de la connaissance, de l'innovation et de la communication	Juliano Seabra
Directeur, Secteur de l'infrastructures et de l'énergie	Rigoberto Ariel Yépez-García
Directeur, Secteur social	Ferdinando Regalía
Directeur a.i., Secteur des institutions pour le développement	Emilio Pineda
Directeur, Secteur du changement climatique et développement durable	Juan Pablo Bonilla
Directeur, Secteur de l'intégration et du commerce	Fabrizio Opertti
Directeur, Bureau de partenariats stratégiques	Matias Bendersky
Directeur, Gestion des Risques Management	Søren Elbech
Chef, Bureau de l'intégrité institutionnelle	Matthew Fowler
Directrice, Bureau de l'évaluation et de la supervision	Ivory Yöng Protzel
Directrice, Mécanisme indépendant de consultation et d'enquête	Andrea Repetto
Chef, Bureau d'éthique	Alberto Rivera-Fournier

Au 31 décembre 2023.

ANNEXE IV ● Bureaux et représentants nationaux

ARGENTINE, José Agustín Aguerre Esmeralda 130, piso 19 C1035ABD, Buenos Aires Tél. : 4320-1800	EL SALVADOR, Margarita Libby a.i 89 Avda. Norte y Calle El Mirador El Salvador (apartado postal 01101) Edif. World Trade Center, torre 1 nivel 4 San Salvador Tél. : 2233-8900	PARAGUAY, Edna Armendariz Quesada 4616 y Legión Civil Extranjera Legión Civil Extranjera (Casilla 1209) Asunción Tél. : 616-2000
BAHAMAS, Daniela Carrera Marquis IDB House, East Bay Street (P.O. Box N-3743) Nassau Tél. : 396-7800	ÉQUATEUR, Juan Carlos de la Hoz Avenida Simon Bolivar S/N y Via Nayón Complejo Corporativo Ekopark Torre 5, Piso 3 – 170124 (Apartado postal 17-07-9041) Quito Tél. : 299-6900	PÉROU, Ezequiel Cambiasso a.i. Dean Valdivia 148-Piso 10 Centro Empresarial Platinum Plaza San Isidro, Lima Tél. : 215-7800
BARBADE, Viviana Alva Hart "Hythe", Welches, Maxwell Main Road Christ Church Barbade Tél. : 627-8500	GUATEMALA, Ignez Tristao 15 Avenida, Vista Hermosa III, Zona 15 Edificio Spazio, Nivel 12, Oficina 1201 Guatemala Tél. : 2379-9393	RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, Katharina Falkner-Olmedo Calle César Nicolás Penson Esquina Calle Leopoldo Navarro Sector Gascué Santo Domingo, Distrito Nacional Tél. : 784-6400
BELIZE, Rocio Medina Bolivar 1024 Newtown Barracks 101 1st Floor Marina Towers Building (P.O. Box 1853) Belize City Tél. : 221-5300	GUYANA, Lorena Solorzano 47 High Street, Kingston (P.O. Box 10867) Georgetown Tél. : 225-7951	SURINAME, Adriana La Valley Peterbruneslaan # 2-4 Paramaribo Tél. : 52-1201
BOLIVIE, Julia Johannsen Av. 6 de Agosto 2818, entre calles Cordero y Clavijo La Paz (Casilla 12954) La Paz Tél. : 2217-7700	HAÏTI, Corinne Cathala Bourdon 389 Port-au-Prince Tél. : 202-623-2759	TRINITÉ-ET-TOBAGO, Carina Cockburn 17 Alexandra Street, St. Clair (P.O. Box 68) Port of Spain Tél. : 822-6400/6435
BRÉSIL, Morgan Doyle Setor de Embaixadas Norte SEN, Quadra 802 Conjunto F Lote 39 Brasília (DF) 70800-400 Alameda Santos, 2300 Ed. Haddock Santos, 2 andar Bairro Cerqueira Cesar Sao Paulo – SP Tél. : 3317-4200	HONDURAS, María José Jarquín Colonia Lomas del Guijarro Sur Primera Calle (Apartado postal 3180) Tegucigalpa Tél. : 2290-3500	URUGUAY, Luiz Ros Rincón 640 esq. Bartolomé Mitre (Casilla de correo 5029) 11000 Montevideo Tél. : 2915-4330
CHILI, Florencia Attademo-Hirt Avenida Pedro de Valdivia 0193, piso 10 (Casilla 16611) Correo 9 – Providencia Santiago Tél. : 22-431-3700	JAMAÏQUE, Anton Edmunds 6 Montrose Rd Kingston 6 Kingston Tél. : 764-0815/0816	VENEZUELA, Miguel Coronado Av. gordiVenezuela Torre Principal Banco Bicentenario Piso 3, El Rosal Caracas Tél. : 955-2900
COLOMBIE, Ramiro Lopez Ghio Edificio Avenida Chile Carrera 7, N 71-21 Torre B, piso 19 Bogotá Tél. : 325-7000	MEXIQUE, Ernesto Stein Avda. Paseo de la Reforma 222, piso 11 Colonia Juárez Delegación Cuauhtémoc 06600 CDMX Tél. : 9138-6200	INSTITUT POUR L'INTÉGRATION DE L'AMÉRIQUE LATINE ET DES CARAÏBES Ana Inés Basco Calle Esmeralda 130, piso 16 (Casilla de correo 181, Sucursal 1) C1035 ABD, CABA Buenos Aires Tél. : 4320-1800
COSTA RICA, Francisco Javier Urra Gonzalez Centro Corporativo El Cedral Torre 1, piso 4 San Rafael Escazu San José Tél. : 2588-8700	NICARAGUA, Shirley Cañete Edificio BID Boulevard Jean Paul Genie De la Rotonda 970 mts al oeste (M/D) (Apartado postal 2512) Managua Tél. : 2 264-9080	BUREAU EN ASIE Hideharu Tanaka Fukoku Seimei Building 16-F 2-2-2 Uchisaiwaicho, Chiyoda-ku Tokyo 100-0011, Japon Tél. : 3591-0461
PANAMÁ, Tomas Bermudez Bracho Calle 50 con calle Elvira Méndez Edificio Tower Financial Center (Towerbank) piso 23 (Apartado postal 0816-02900 Zona 5) Tél. : 206-0900	BUREAU EN EUROPE Fazia Pusterla Calle de Bailén 41 Madrid, Espagne 28005 Tél. : 91-364-6950	

Au 31 décembre 2023.

**Catalogage avant publication de la
Bibliothèque Felipe Herrera de la
Banque interaméricaine de développement**

Rapport annuel de la Banque interaméricaine de développement 2022: bilan de l'année /
Banque interaméricaine de développement.

p. cm.

1. Development banks-Latin America-Yearbooks. 2. Economic assistance-Latin America.
3. Bank loans-Latin America. I. Banque Interaméricaine de Développement. Secteur
Connaissance, Innovation et Communication.

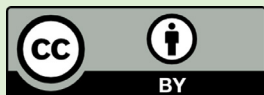
IDB-AN-366

Copyright © 2023 Banque interaméricaine de développement («BID»). Ce travail est soumis à
une licence Creative Commons CC BY 3.0 IGO (<https://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo/legalcode>). Les termes et conditions indiqués dans le lien URL doivent être respectés et
la reconnaissance respective doit être accordée à la BID.

Conformément à la section 8 de la licence susmentionnée, toute médiation relative à des
litiges découlant de cette licence sera menée conformément au Règlement de Médiation de
l'OMPI. Tout litige relatif à l'utilisation des œuvres de la BID qui ne peut être réglé à l'amiable
sera soumis à l'arbitrage conformément aux règles de la Commission des Nations Unies pour
le droit commercial international (CNUDCI). L'utilisation du nom de la BID à des fins autres
que l'attribution et l'utilisation du logo de la BID doit faire l'objet d'un accord de licence écrit
distinct entre la BID et l'utilisateur et n'est pas autorisée dans le cadre de cette licence.

Notez que le lien URL comprend des termes et conditions qui font partie intégrante de cette
licence.

Les opinions exprimées dans cet ouvrage sont celles des auteurs et ne reflètent pas
nécessairement celles de la Banque interaméricaine de Développement, de son Conseil
d'administration ou des pays qu'ils représentent.



Le Rapport annuel est produit par l'Unité de communication du Secteur connaissance,
innovation et communication.

Rédactrice en chef : Isabel Alvarez-Rodriguez
Rédacteurs version française : Nicolas Knobil et Celine R. Colvin
Conception et mise en page : The Word Express, Inc.

Les états financiers de la Banque indépendamment audités, avec les commentaires et
analyses de la direction : Capital ordinaire, sont disponibles sur www.iadb.org/en/idb-finance/financial-statements

